



**NATIONS
UNIES**



**Convention sur la lutte
contre la Désertification**

Distr.
GÉNÉRALE

ICCD/COP(4)/3/Add.3 (B)
7 novembre 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS/FRANÇAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES
Quatrième session
Bonn, 11-22 décembre 2000
Points 7 a) et b) de l'ordre du jour provisoire¹

MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

- (a) **EXAMEN DES RAPPORTS DES PAYS PARTIES TOUCHÉS DE RÉGIONS AUTRES QUE L'AFRIQUE SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION, NOTAMMENT SUR LE PROCESSUS PARTICIPATIF, L'EXPÉRIENCE ACQUISE ET LES RÉSULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION ET DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES D'ACTION NATIONAUX**
- (b) **EXAMEN DU RAPPORT SUR LES PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'ÉLABORATION ET L'EXÉCUTION DE PROGRAMMES D'ACTION SOUS-RÉGIONAUX ET RÉGIONAUX DANS LES RÉGIONS AUTRES QUE L'AFRIQUE**

Additif

PREMIÈRE PARTIE : SYNTHÈSE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LES RAPPORTS DES PAYS PARTIES TOUCHÉS DE LA MÉDITERRANÉE SEPTENTRIONALE ET DES AUTRES PAYS PARTIES TOUCHÉS

DEUXIÈME PARTIE : PROGRÈS ACCOMPLIS POUR CE QUI EST DE L'ANNEXE CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE AU NIVEAU RÉGIONAL POUR LA MÉDITERRANÉE SEPTENTRIONALE

Note du secrétariat

Ce rapport contient deux parties. La première partie consiste en une synthèse des informations contenues dans les rapports nationaux concernant les pays parties touchés de la Méditerranée septentrionale ainsi que les autres pays parties touchés. La deuxième partie présente les progrès accomplis pour ce qui est de l'annexe concernant la mise en œuvre au niveau régional pour la Méditerranée septentrionale. En annexe est joint le rapport régional des pays du Groupe de l'annexe IV sur la mise en œuvre de la Convention.

¹ ICCD/COP(4)/1.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE : SYNTHÈSE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS
LES RAPPORTS DES PAYS PARTIES TOUCHÉS DE LA MÉDITERRANÉE
SEPTENTRIONALE ET DES AUTRES PAYS PARTIES TOUCHÉS

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION.....	1 - 3	5
II. PAYS PARTIES TOUCHÉS DE LA MÉDITERRANÉE SEPTENTRIONALE	4 - 27	5
A. Rapports nationaux reçus.....	4 - 5	5
B. Synthèse des informations contenues dans les rapports nationaux.....	6 - 27	6
i) Stratégies et priorités établies dans le cadre des plans et/ou politiques de développement durable.....	8 - 9	6
ii) Mesures institutionnelles prises pour mettre en œuvre la Convention.....	10 - 15	7
iii) Processus participatif à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'action	16	8
iv) Processus consultatif à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'action national et de l'accord de partenariat avec les pays parties développés et les autres entités intéressées	17 - 18	9
v) Mesures prises ou prévues dans le cadre des programmes d'action nationaux, notamment pour améliorer le climat économique, conserver les ressources naturelles, améliorer l'organisation institutionnelle, la connaissance du phénomène de la désertification et pour surveiller et évaluer les effets de la sécheresse.....	19 - 22	9
vi) Ressources financières allouées au titre du budget national pour appuyer la mise en œuvre de la Convention et aide financière et coopération technique reçues et requises, avec indication des besoins et de leur ordre de priorité	23	11

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
vii) Examen des repères et indicateurs utilisés pour mesurer les progrès accomplis et évaluation de ceux-ci.....	24	11
C. Tendances générales dans les pays parties touchés de la Méditerranée septentrionale	25 - 27	11
III. AUTRES PAYS PARTIES TOUCHÉS.....	28 - 64	12
A. Rapports nationaux reçus.....	28 - 29	12
B. Synthèse des informations contenues dans les rapports nationaux.....	30 - 64	12
i) Stratégies et priorités établies dans le cadre des plans et/ou politiques de développement durable.....	31 - 35	12
ii) Mesures institutionnelles prises pour mettre en œuvre la Convention.....	36 - 41	14
iii) Processus participatif à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'action	42 - 48	15
iv) Processus consultatif à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'action national et des accords de partenariats avec les pays développés parties et les autres entités intéressées	49	17
v) Mesures prises ou prévues dans le cadre des programmes d'action nationaux, notamment pour améliorer le climat économique, conserver les ressources naturelles, améliorer l'organisation institutionnelle et la connaissance du phénomène de la désertification et surveiller et évaluer les effets de la sécheresse	50 - 52	17
vi) Ressources financières allouées au titre du budget national pour appuyer la mise en œuvre de la Convention et aide financière et coopération technique reçues et requises, avec indication des besoins et de leur ordre de priorité	53 - 54	18

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
vii) Examen des repères et indicateurs utilisés pour mesurer les progrès accomplis et évaluation de ceux-ci.....	55	18
C. Tendances générales dans les autres pays parties touchés	56 - 64	19

Annexe

REPORT OF THE GROUP OF ANNEX IV COUNTRIES ON THE IMPLEMENTATION OF THE UNCCD.....		21
--	--	----

PREMIÈRE PARTIE : SYNTHÈSE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LES RAPPORTS DES PAYS PARTIES TOUCHÉS DE LA MÉDITERRANÉE SEPTENTRIONALE ET DES AUTRES PAYS PARTIES TOUCHÉS

I. INTRODUCTION

1. Dans sa décision 11/COP.1 sur les procédures de communication d'informations et d'examen de la mise en œuvre de la Convention, la Conférence des Parties :

a) A demandé aux pays parties touchés de fournir une description des stratégies qu'ils ont élaborées en application de l'article 5 de la Convention et de communiquer toute information pertinente au sujet de leur mise en œuvre;

b) A demandé aux pays parties touchés qui mettent en œuvre des programmes d'action en application des articles 9 à 15 de la Convention de fournir une description détaillée de ces programmes ainsi que de leur mise en œuvre. La décision 11/COP.1 stipule que, afin d'en faciliter l'examen, les rapports doivent être aussi concis que possible;

c) A demandé aux Parties d'adresser leurs rapports au secrétariat permanent dans une des langues officielles de la Conférence des Parties, au moins six mois avant la session au cours de laquelle il est prévu de les examiner;

d) A prié le secrétariat permanent de rassembler les résumés des rapports présentés et d'établir, par ailleurs, une synthèse des rapports en dégagant les tendances dans la mise en œuvre de la Convention.

2. Dans sa décision 5/COP.2, la COP réaffirme sa décision 11/COP.1 et joint en annexe le document ICCD/COP(3)/INF.3, guide relatif à la présentation des rapports nationaux au titre de la Convention.

3. Dans sa décision 4/COP.3 concernant son programme de travail, par. 1 a) i), la Conférence des Parties a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quatrième session et, si nécessaire, de sa cinquième, l'examen des rapports des pays parties touchés de régions autres que l'Afrique sur la mise en œuvre de la Convention, notamment sur le processus participatif, l'expérience acquise et les résultats obtenus dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution des programmes d'action nationaux.

II. PAYS PARTIES TOUCHÉS DE LA MÉDITERRANÉE SEPTENTRIONALE

A. Rapports nationaux reçus

4. Le secrétariat a envoyé une première lettre de rappel aux pays parties touchés de la Méditerranée septentrionale concernant leur rapport national sur la mise en œuvre de la Convention (Espagne, Grèce, Italie, Malte, Portugal, Turquie). Dans cette lettre datée du 1er février 2000, il leur a demandé de transmettre leur rapport avant le 25 avril 2000, soit six mois avant la première date prévue pour la quatrième session de la Conférence des Parties. À la date du 25 mai 2000, les rapports nationaux suivants ont été reçus : Espagne, Grèce,

Italie (résumé), Portugal et Turquie. Une synthèse des informations contenues dans ces rapports est présentée dans le chapitre qui suit. Une compilation des résumés figure dans le document ICCD/COP(4)/3/Add.3 (A). Les rapports peuvent être consultés dans leur intégralité sur le site Internet du secrétariat de la CCD, à l'adresse www.unccd.int. Il convient de rappeler que les rapports soumis par lesdits pays et résumés dans le présent document se rapportent aux activités nationales menées dans chaque pays au titre de la mise en œuvre de la Convention.

5. Les rapports suivent pour la plupart les recommandations du secrétariat sur la rédaction des rapports, conformément à la décision 11/COP.1 confirmée par la décision 5/COP.2. Ces recommandations sont détaillées dans le document ICCD/COP(3)/INF.3, qui guide la présentation des rapports nationaux. Certains pays ont adapté ce guide pour leur propre plan de rapport. Tous les rapports comportent un résumé.

B. Synthèse des informations contenues dans les rapports nationaux

6. Les rapports offrent un bon éclairage global et une image d'ensemble de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Convention dans chaque pays. Ils s'attardent généralement sur une description de l'organisation politique et administrative interne et des attributions et responsabilités des divers services ministériels du pays en question. Ils expliquent comment on s'efforce d'organiser une coordination dans le cadre d'activités intersectorielles comme celles relatives à l'environnement, et celles relatives à la mise en œuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification. Ils décrivent sommairement de quelle manière leur pays est affecté, en donnant des informations techniques et géographiques sur sa situation. Ils décrivent aussi les différentes actions en cours dans les secteurs de l'environnement et des ressources naturelles, car ce sont généralement des actions mises en place depuis de nombreuses années, et donc antérieures à la Convention.

7. Les mêmes rapports indiquent également les autres obligations internationales que les pays parties ont contractées, notamment en raison de leur appartenance à l'Union européenne, par exemple, en ce qui concerne l'Espagne, la Grèce, l'Italie et le Portugal. Ils notent les efforts déployés pour renforcer les solidarités au sein de l'espace méditerranéen à travers le Plan Bleu et la Conférence de Barcelone de 1995 et soulignent toutes les actions entreprises pour élaborer un programme d'action régional. Ils relèvent enfin la nécessité de renforcer la coopération scientifique internationale et d'intensifier les échanges, que ce soit dans le cadre de la Convention ou dans d'autres cadres préexistants.

i) Stratégies et priorités établies dans le cadre des plans et/ou politiques de développement durable

8. Les rapports reçus donnent le détail des divers dispositifs nationaux mis en place par les autorités politiques en faveur du développement durable, de la protection de l'environnement et, plus généralement, de la planification nationale, et de la programmation des interventions publiques. Ces dispositifs sont de plusieurs natures : il s'agit, soit de ministères de plein exercice, soit de directions générales des ministères ou d'organismes publics; ou alors, ce sont des mécanismes de coordination interministérielle, des commissions et des groupes de travail intersectoriels. Les rapports mettent l'accent sur le rôle particulier du Ministère de l'environnement du pays en question et certains détaillent les attributions de telle ou telle

direction des ministères techniques. Ils mentionnent l'adhésion des pays parties aux autres conventions relatives à l'environnement.

9. Dans les rapports sont décrites les stratégies nationales adoptées dans les cadres mentionnés ci-dessus. Ces stratégies ont, en règle générale, fait l'objet de plans adoptés par les représentations nationales. L'Espagne et la Grèce décrivent leur stratégie de développement durable, ainsi que les plans et programmes d'aménagement du territoire, tant au niveau local que national, qui en découlent. Ces plans devront concerner la lutte contre la désertification. La Turquie détaille les étapes de l'élaboration de son Plan national d'action environnemental, qui fait lui-même partie du 8ème Plan quinquennal de développement économique et social, et qui devrait être articulé avec le PAN. L'Espagne, la Grèce, le Portugal et la Turquie mentionnent divers programmes prioritaires inscrits dans leurs stratégies nationales en matière d'aménagement des forêts et de lutte contre les feux, de protection des bassins versants et de lutte contre l'érosion, d'hydrologie et de gestion de l'eau. Il ressort des rapports que ces programmes prioritaires engendrent des projets conduits sous la responsabilité des ministères compétents. Cependant, il n'est donné que peu d'informations sur ces projets. L'Italie relève les liens existant entre les différents secteurs de l'industrie, de l'énergie, de l'urbanisation et du tourisme dans sa politique de l'environnement. L'Espagne rappelle son programme LUCDEME mis en place en 1981 après la Conférence de Nairobi sur la désertification (1977) et ses huit plans sectoriels déjà en cours.

ii) Mesures institutionnelles prises pour mettre en œuvre la Convention

10. Les rapports décrivent la manière dont les pays concernés ont mis en place une coordination propre à la mise en œuvre de la Convention. Tous les pays ont créé un organe de coordination. Cependant, il convient de souligner que dans tous les rapports il est rappelé que cet organe n'est pas une entité juridique, mais un "mécanisme de coordination". Ce mécanisme se compose d'un comité national, voire d'une commission nationale ou d'un comité de pilotage, selon les pays, et d'un centre national de liaison nommément désigné, dont les responsabilités diffèrent d'un pays à l'autre, mais qui partout exerce la fonction de coordinateur. Le Portugal a, en outre, créé cinq centres régionaux de liaison. Dans la plupart des pays, ces comités ou ces commissions ont été constitués par les ministères techniques, celui de l'environnement ou de l'agriculture, et ont été parfois officialisés par le Président du Conseil des ministres (cas de l'Italie). Après avoir adopté son PAN, le Portugal a dissous le mécanisme de coordination, et créé une commission nationale de coordination chargée de la mise en œuvre du PAN, ainsi qu'un observatoire national pour la désertification. L'Espagne prévoit la création d'un comité national pour la mise en œuvre du PAN.

11. La responsabilité de ces mécanismes de coordination est confiée soit au Ministère de l'agriculture (Grèce, Portugal), soit au Ministère de l'environnement (Espagne, Italie, Turquie). Tous les rapports indiquent la composition du comité national, dans lequel siègent les représentants des ministères techniques concernés, ainsi qu'un représentant du Ministère des affaires étrangères et des scientifiques, soit nommés *intuitu personae*, soit représentant les ministères chargés de la recherche. Ces mécanismes sont donc véritablement intersectoriels. Le nombre des membres siégeant dans les comités nationaux varie de 7 en Espagne à 30 au Portugal. En Espagne, le comité de coordination, de composition restreinte, s'appuie sur un comité national beaucoup plus large. Au Portugal, le mécanisme de coordination mis en place

pour l'élaboration du PAN s'est appuyé sur un conseil scientifique, aujourd'hui dissous après l'adoption du PAN. Des groupes de travail ou des sous-comités sont associés tant au niveau national que local à ces mécanismes, sous la coordination du centre national de liaison.

12. Les ministères techniques concernés sont toujours ceux chargés de l'environnement et de l'agriculture ou, plus spécifiquement, du développement rural, de la forêt et de la gestion de l'eau; le ministère chargé des travaux publics est, en outre, représenté au sein du mécanisme. En Grèce, siège en plus un représentant du Ministère de l'économie nationale, en Espagne un représentant du Ministère de l'économie, en Italie un représentant du Ministère du trésor, au Portugal un représentant du Ministère des finances, et en Turquie le Directeur général de la météorologie nationale. La société civile est généralement présente par l'intermédiaire des ONG et des collectivités locales. Seul le Portugal mentionne la présence de représentants de sociétés industrielles ou commerciales et de groupements professionnels d'agriculteurs au sein des comités locaux.

13. Les rapports décrivent brièvement les fonctions des mécanismes de coordination. Celles-ci peuvent être résumées comme suit : coordonner l'information et les actions de communication sur la Convention, et sensibiliser le public à la lutte contre la désertification; participer à l'élaboration des documents de synthèse sur la désertification; formuler des propositions relatives au PAN et des projets de lutte contre la désertification; coordonner et suivre la mise en place des programmes nationaux et locaux; promouvoir la coopération régionale, de même que la coopération avec l'Union européenne et les organisations internationales compétentes; promouvoir la recherche sur toute question relative à la désertification, la sécheresse et la dégradation des terres. Cependant, il est à noter que les rapports détaillent peu le fonctionnement de ces mécanismes (méthodes de travail, fréquence des réunions et calendriers d'action).

14. Les rapports font peu référence aux moyens matériels et financiers mis à la disposition de ces mécanismes de coordination pour en assurer le fonctionnement et financer les activités prévues, les réunions, les groupes de travail, les documents de vulgarisation et les supports de communication. La Grèce indique qu'elle a mis, en 1999, un budget de 120 000 dollars des États-Unis à la disposition de son organe de coordination, et que celui-ci espère pouvoir disposer d'une somme plus importante en l'an 2000.

15. En ce qui concerne les actions de communication, il ressort des rapports que tous les pays ont traduit dans leur langue nationale les documents de base de la Convention et plus généralement ceux relatifs à l'environnement et au programme Action 21. Les centres nationaux de liaison sont chargés de diffuser ces documents, mais on ne dispose que de peu d'informations à ce sujet. La Turquie, l'Italie et la Grèce mentionnent la création d'un site Internet relatif à la Convention, et l'Espagne fait savoir qu'elle prépare le sien.

iii) Processus participatif à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'action

16. Les rapports décrivent généralement bien les principes et les objectifs des processus participatifs déjà mis en œuvre ou sur le point de l'être. Cependant, la plupart d'entre eux ne donnent que peu de détails sur leur fonctionnement et leurs méthodes de travail. L'Espagne, la Grèce et la Turquie expliquent que ces processus reposent sur l'existence de groupes de travail

sectoriels, dont le rôle est double : ils doivent, d'une part, favoriser l'information et la sensibilisation à la Convention et, d'autre part, recueillir des données sur la désertification, ainsi que les avis des différentes communautés concernées. Ces dernières, mentionnées dans les rapports, sont essentiellement les collectivités territoriales (municipalités, autorités provinciales et régionales), les groupements professionnels locaux d'agriculteurs, et les associations de protection de l'environnement. La Grèce et le Portugal indiquent que le fonctionnement de ces processus participatifs n'est pas toujours facile, en raison, notamment, de leur caractère nouveau et inédit, du manque de spontanéité des populations et des difficultés de communication entre les acteurs. L'Italie a organisé dans différentes régions des séries de séminaires nationaux de sensibilisation. Le Portugal donne un aperçu de l'ampleur de ce processus participatif : les séances publiques ont touché 2 200 personnes, 26 institutions publiques et 7 institutions privées.

iv) Processus consultatif à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'action national et de l'accord de partenariat avec les pays parties développés et les autres entités intéressées

17. Les actions mentionnées dans les rapports reçus mentionnent, d'une part, la préparation d'un programme d'action régional et, d'autre part, la nécessité de renforcer les partenariats existants dans le cadre de la recherche scientifique et des échanges internationaux de données et de méthodes.

18. En outre, les rapports de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie et du Portugal rappellent que ces pays sont membres de l'Union européenne, ce qui leur impose des cadres de partenariat, puisqu'ils sont liés par le Traité de Rome (1957) et par le Traité de Maastricht (1992). Les rapports signalent que le développement durable est un des objectifs poursuivis par les pays membres de l'Union européenne, qui se traduit par une politique communautaire et par des politiques nationales de l'environnement, ainsi que par des lois et par des règlements correspondants dans chaque État membre. Le cinquième Programme d'action communautaire en matière d'environnement, adopté en 1993, a prévu des actions spécifiques pour la conservation de la nature, la protection des eaux et des sols et l'analyse des impacts environnementaux dans la perspective de la lutte contre la désertification. De plus, les rapports notent que la politique agricole commune englobe maintenant des mesures agro-environnementales susceptibles de s'inscrire dans la lutte contre la désertification et, de ce fait, de bénéficier de l'aide du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole). Par ailleurs, le FEDER (Fonds européen de développement régional) appuie des actions d'aménagement dans les zones de l'Union dites défavorisées, qui se trouvent en majeure partie dans les pays du groupe de l'annexe IV. Enfin les rapports font aussi référence à d'autres programmes communautaires de lutte contre la désertification, comme les quatrième et cinquième programmes-cadres de recherche et les programmes MED-Campus et MEDALUS.

v) Mesures prises ou prévues dans le cadre des programmes d'action nationaux, notamment pour améliorer le climat économique, conserver les ressources naturelles, améliorer l'organisation institutionnelle, la connaissance du phénomène de la désertification et pour surveiller et évaluer les effets de la sécheresse

19. Les rapports montrent que tous les pays sont engagés dans la problématique des programmes d'action nationaux. Le statut des PAN diffère d'un pays à l'autre : le PAN de

l'Espagne est en cours d'élaboration, la première rédaction ayant été approuvée en 1997 et les lignes directrices en juin 2000; le sommaire du programme d'action national de la Grèce a été approuvé en 1999; le PAN de l'Italie a été approuvé en février 2000 et celui du Portugal en juin 1999; le PAN de la Turquie est en cours de définition sur une base approuvée en septembre 1999. Deux PAN ont donc été adoptés et entrent maintenant dans leur phase de mise en œuvre – ceux de l'Italie et du Portugal – tandis que trois autres sont encore en cours d'élaboration (en Espagne, en Grèce et en Turquie). Les rapports donnent peu de détails sur la méthodologie et sur les étapes de préparation des PAN.

20. Les rapports présentent brièvement les stratégies proposées dans le cadre des PAN et adoptées pour deux d'entre eux. Ces stratégies prévoient diverses mesures d'ordre général qui peuvent être résumées comme suit :

a) Des mesures générales qui concernent essentiellement la détermination des zones affectées par la désertification, l'information et la sensibilisation des populations qui y vivent, l'établissement d'un recueil des problèmes rencontrés pendant les sécheresses; le bilan des expériences passées; la mise en place de systèmes de surveillance et d'alerte, généralement basés sur les techniques de télédétection, et de réseaux de mesures s'appuyant sur les stations météorologiques et sur les stations de mesure créées à cet effet (notamment en Espagne). Le Portugal a créé aussi un observatoire national de la désertification;

b) Des mesures de programmation et de planification qui doivent s'inscrire dans les programmations existantes des ministères concernés. Elles portent sur la planification de l'utilisation des terres en fonction de leur vulnérabilité et sur les méthodes de suivi des interventions à réaliser dans le cadre des PAN;

c) Des mesures visant à renforcer la recherche scientifique nationale et la coopération scientifique internationale, et à intensifier les échanges, sont en outre prévues.

21. Les priorités thématiques des PAN sont, en règle générale, indiquées dans les rapports, mais sans être accompagnées des projets précis. Elles concernent l'amélioration et la restauration des zones les plus touchées et l'aide au maintien de la population dans ces zones, les reboisements des zones vulnérables, la protection des forêts contre les incendies, la gestion et la protection des bassins versants, ainsi que la lutte contre l'érosion, la gestion des ressources en eau et l'amélioration des pratiques culturelles.

22. Selon certains rapports, diverses mesures légales, institutionnelles et réglementaires ont un lien avec la lutte contre la désertification. En Italie, une loi est en préparation pour officialiser le PAN. En Grèce, une loi a été adoptée en 1999 sur le développement durable, qui inclut les efforts de lutte contre la désertification, et des dispositions juridiques ont été prises concernant le cadastre. En Turquie, une loi prévoyant des dispositions en matière de lutte contre la désertification est en préparation. Les rapports reflètent aussi le souci des pays parties d'obtenir un véritable statut officiel pour leur PAN, soit par des dispositions qui intègrent celui-ci dans les lois régissant la planification, soit par l'adoption d'une loi spécifique. Ils signalent que, parfois, les mécanismes de coordination rencontrent des difficultés pour faire aboutir le PAN et pour l'officialiser.

vi) Ressources financières allouées au titre du budget national pour appuyer la mise en œuvre de la Convention et aide financière et coopération technique reçues et requises, avec indication des besoins et de leur ordre de priorité

23. Dans l'ensemble, les rapports ne donnent que peu d'indications précises sur les ressources financières allouées au processus de mise en œuvre de la Convention. Cependant, le rapport de la Grèce indique que les financements nécessaires aux actions prévues au titre du PAN proviendront du budget de l'État, mais aussi que certains d'entre eux seront demandés à l'Union européenne, notamment dans le cadre du FEDER et du FEOGA ou encore sous forme de contributions spéciales. Le Portugal fait savoir que la réorientation de ressources déjà allouées permettra de libérer les fonds nécessaires. La Turquie compte mettre en place un fonds spécial de lutte contre la désertification.

vii) Examen des repères et indicateurs utilisés pour mesurer les progrès accomplis et évaluation de ceux-ci

24. Tous les rapports témoignent de l'intérêt des pays de cette région pour les indicateurs et les dispositifs de suivi. Ils soulignent aussi l'existence depuis de nombreuses années de systèmes nationaux de surveillance qu'il importe de renforcer et d'harmoniser. L'Espagne, la Grèce et la Turquie s'appuient sur le système des indicateurs DPSIR (état, pression, réponse), qui fait l'objet de travaux importants coordonnés par la Commission du développement durable (Nations Unies), travaux repris par de nombreux pays parties touchés. Les pays cités tentent de les adapter à leur propre situation et de les mettre en pratique; mais rien n'est dit des résultats obtenus. Le Portugal utilise des indicateurs classiques de la désertification. Les rapports mentionnent peu les indicateurs de suivi de la mise en œuvre de la Convention.

C. Tendances générales dans les pays parties touchés de la Méditerranée septentrionale

25. Les rapports nationaux reçus donnent une vision d'ensemble de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Convention dans les pays concernés. Ces derniers insistent tous, plus particulièrement, sur leurs propres mécanismes de coordination, ainsi que sur l'élaboration et sur la mise en œuvre des programmes d'action nationaux. Ainsi qu'il est mentionné au paragraphe 5 qui précède, les rapports suivent, dans l'ensemble, la structure recommandée. Ils exposent longuement l'organisation politique et administrative ainsi que les attributions des divers services publics du pays concerné. Ils décrivent également les stratégies et les objectifs des projets futurs, sans entrer dans le détail des méthodes de travail ni des étapes prévues pour l'élaboration des PAN.

26. Les rapports montrent que tous les pays ont mis en place des organes de coordination, qui, de fait, sont des mécanismes composés d'un Comité national (ou d'une Commission nationale) et d'un centre de liaison. Ces mécanismes sont chargés de la communication sur toute question relative à la Convention, de la coordination entre les ministères et les autres organes, publics ou privés, concernés par la désertification, ainsi que de la préparation des PAN et des différentes phases de leur élaboration jusqu'à leur adoption. Les PAN se trouvent à des degrés d'avancement différents selon les pays. Cette coordination ainsi que la volonté de donner un statut officiel aux PAN semblent rencontrer des difficultés. Dans l'ensemble, le travail d'élaboration et de mise en œuvre des PAN est bien engagé dans chacun des pays mais les

rapports fournissent peu de détails sur les projets concrets devant être réalisés dans le cadre de ces programmes, sur les ressources financières allouées aux mécanismes de coordination ou attribuées aux projets en cours de lutte contre la désertification et réalisés dans le cadre des plans ou des programmes élaborés avant la Convention.

27. Les rapports donnent la vision des pays parties sur les processus participatifs et quelques informations sur leur mise en place. Certains soulignent la difficulté de ce nouvel exercice de dialogue entre les acteurs. Les rapports montrent, d'un côté, la complexité de l'organisation politique et administrative des pays parties et, de l'autre, la difficulté de coordonner ce qui est intersectoriel comme le développement rural durable, la protection de l'environnement, la gestion intégrée des ressources naturelles, la planification et l'aménagement du territoire. En effet, les pays de la Méditerranée septentrionale sont dotés de structures administratives et de services techniques très anciens et toute nouvelle répartition des compétences peut s'avérer problématique. La lutte contre la désertification et le développement durable étant, par nature, intersectoriels et interdisciplinaires, les centres de liaison et les comités de coordination rencontrent, parfois, certaines difficultés.

III. AUTRES PAYS PARTIES TOUCHÉS

A. Rapports nationaux reçus

28. Le secrétariat a envoyé une lettre de rappel à d'autres pays parties touchés, à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la République de Moldova et la Roumanie. À la date du 25 mai 2000, des rapports nationaux avaient été reçus de tous les pays, et leur texte a servi à établir le présent rapport. On trouvera dans le document ICCD/COP(4)/3/Add.3 (A) un résumé de ces rapports nationaux. Aucune communication commune n'a été reçue par le secrétariat en application du paragraphe 6 de la décision 11/COP.1. La version intégrale de tous les rapports peut être consultée sur le site Web de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (www.unccd.int).

29. La présentation des rapports est normalisée conformément à la décision 11/COP.1, réaffirmée par la décision 5/COP.2, et au Manuel (ICCD/COP(3)/INF.3). La longueur limite de 30 pages imposée par le Manuel a été respectée par toutes les Parties. Cependant, en ce qui concerne la teneur et le style, notamment la conformité aux structures proposées par le Manuel pour les sections, les rapports sont inégaux.

B. Synthèse des informations contenues dans les rapports nationaux

30. Tous les rapports présentaient des renseignements essentiellement descriptifs tandis que certains renfermaient également une analyse critique ainsi qu'une évaluation. Il convient de noter que la présente synthèse risque de ne pas rendre compte de toute la richesse ni de tous les détails des différents rapports, son propos étant de faire ressortir certains faits présentant un intérêt général.

i) Stratégies et priorités établies dans le cadre des plans et/ou politiques de développement durable

31. En ce qui concerne les plans et stratégies nationaux qui, dans les domaines social et économique, intéressent la lutte contre la désertification, la majorité des rapports ont fourni des

renseignements relativement détaillés confirmant que, le plus souvent, les principes du développement durable, de la protection de l'environnement et de l'utilisation efficace des ressources naturelles, y compris la lutte contre la désertification, ont été, ou sont en passe d'être, intégrés, selon les besoins, dans tous les programmes et politiques gouvernementaux.

32. Les rapports mentionnent, pour la plupart, des stratégies liées au développement socioéconomique. L'Azerbaïdjan affirme que le pays a lancé les travaux sur le programme national de développement durable. En Géorgie, le Plan indicatif de développement social et économique serait le document directeur principal qui détermine la stratégie de développement du pays à court terme. Ce plan, qui est à caractère non contraignant, est mis au point chaque année par le Ministère de l'économie et prévoit les mesures à prendre dans différents secteurs, y compris celui de l'environnement. La version 2000 de ce document prévoit l'exécution de projets de protection des sols contre l'érosion et l'amélioration de leur fertilité, dans le cadre du programme de mise en valeur du secteur agricole. La République de Moldova mentionne le document intitulé "Points de référence stratégiques du développement socioéconomique jusqu'en 2005", qui a été approuvé par le Gouvernement en 1998, comme étant le principal document du pays dans lequel sont définis les objectifs, les priorités et les grandes orientations du développement durable. Y sont énumérées, parmi les priorités stratégiques, l'intégration des impératifs écologiques dans les politiques sectorielles ainsi que la formation d'une conscience écologique à tous les niveaux. La Roumanie mentionne la stratégie nationale de développement économique à moyen terme qui renferme, entre autres, les principaux plans d'action et stratégies nationales intéressant les objectifs de la Convention.

33. Tous les rapports confirment aussi l'existence de stratégies et/ou de plans et programmes nationaux de protection de l'environnement, encore que sous des formes et à des degrés de développement inégaux. Certains pays ont élaboré et adopté aussi bien des stratégies nationales que des plans d'action nationaux pour la protection de l'environnement. D'autres pays parties ont formulé uniquement des plans d'action nationaux. Tous les rapports font état du rôle important qu'ont joué dans l'élaboration de ces stratégies et plans de protection de l'environnement l'appui et l'aide financière de la Banque mondiale. Les rapports montrent en outre que la lutte contre la désertification et d'autres formes de dégradation des terres est considérée comme l'une des principales priorités des stratégies et/ou plans et programmes nationaux dans le secteur de l'environnement. Il en va de même pour toute une gamme de politiques ou programmes sectoriels. Tous les pays parties reconnaissent que l'agriculture et la foresterie sont des secteurs où la lutte contre la désertification, la sécheresse et l'érosion des sols prend toute sa signification. La gestion de l'eau, l'approvisionnement énergétique et les problèmes sociaux (développement rural, élévation du niveau de vie, démographie) sont également mentionnés dans plus d'un rapport comme étant des secteurs dans lesquels la politique de l'État tient compte des problèmes de désertification et de dégradation des sols.

34. Tous les rapports considèrent que les politiques nationales dans le domaine de la diversité biologique ainsi que les projets relatifs aux changements climatiques jouent un rôle important dans la stratégie générale de protection de l'environnement et sont, d'une manière ou d'une autre, liés à la lutte contre la désertification. Aucun rapport ne soulève la question de la synergie au niveau de l'application des trois conventions aux niveaux national et local. Les consultations et la coordination en ce qui concerne les trois conventions seraient sporadiques et non encore officialisées. L'Arménie insiste sur la nécessité d'éviter le risque de double emploi ainsi que les chevauchements et la dispersion lors de l'élaboration des plans d'action nationaux.

35. Les réformes agraires, la privatisation et la décentralisation sont considérées dans certains rapports comme des interventions qui ont des retombées importantes sur les stratégies nationales dans le domaine de la lutte contre la désertification, auxquelles elles sont étroitement liées. À cet égard, les rapports ont souligné que le fait de donner aux administrations et aux populations locales plus d'emprise sur la gestion des ressources naturelles n'implique malheureusement pas toujours que les responsabilités soient reconnues et assumées. La privatisation ainsi que la réforme du secteur agro-industriel et du régime foncier soulèveraient des problèmes en ce qui concerne l'utilisation rationnelle des terres et la conservation de la fertilité des sols.

ii) Mesures institutionnelles prises pour mettre en œuvre la Convention

36. L'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la République de Moldova signalent l'existence d'un organe national de coordination sur la désertification. Après leur adhésion, les Gouvernements de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la République de Moldova ont octroyé aux ministères ou comités pertinents (ayant trait à l'environnement ou aux ressources naturelles) le statut d'organe national de coordination. En Géorgie, le Ministère de l'environnement et de la protection des ressources naturelles est devenu l'organe national de coordination du fait de l'attribution générale des responsabilités aux organes statutaires de l'État. Néanmoins, des changements pourraient avoir lieu en ce qui concerne la désignation de l'organe national de coordination car le pays envisage de transférer les fonctions de ce dernier du Ministère de l'environnement et de la protection des ressources naturelles à une instance intersectorielle qu'il est prévu de créer, la commission de coordination nationale de la lutte contre la désertification. La Roumanie, qui n'a pas encore désigné d'organe national de coordination, a rendu compte d'un projet de création d'un comité national pour la lutte contre la désertification : cette instance sera chargée d'établir et de mettre au point une stratégie et des projets nationaux de lutte contre la désertification et d'atténuation des conséquences de la sécheresse, de procéder à la surveillance et à la prévision de l'état des sols et de l'eau dans les zones exposées à la désertification, d'élaborer des propositions de loi, de mobiliser les ressources financières nécessaires, d'organiser des campagnes de sensibilisation de la population aux problèmes de désertification et d'encourager la coopération internationale.

37. En ce qui concerne les centres de liaison nationaux pour la Convention, les rapports confirment leur existence dans tous les pays, sans définir clairement leurs fonctions. Il s'agit le plus souvent de hauts fonctionnaires (vice-ministres ou chefs de département) de l'organe national de coordination. Dans le cas de la Géorgie, le centre de liaison national en exercice a été désigné bien avant la ratification de la Convention et a joué un rôle clef dans le processus de ratification.

38. Dans la majorité des pays, les organes nationaux de coordination ont créé des commissions nationales multisectorielles de coordination de la lutte contre la désertification. La participation de hauts responsables des ministères et départements, cercles universitaires et organisations non gouvernementales pertinents traduit le caractère intersectoriel et pluridisciplinaire de ces commissions. Celles-ci, ne jouissant pas de l'autonomie financière, sont financées par l'État par l'intermédiaire des organes nationaux de coordination. La Géorgie a donné en outre la liste des ministères, départements, instituts de recherche et ONG pertinents qui soutiennent les organes nationaux de coordination.

39. Il ressort des rapports que les pays n'en sont pas tous au même stade en ce qui concerne les plans d'action nationaux. L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie élaborent le leur, tandis que le Gouvernement de la République de Moldova aurait adopté son plan en janvier 2000. Son application devrait durer 10 ans, la priorité étant accordée au rétablissement de l'équilibre écologique des territoires frappés par la désertification. La Roumanie élabore une stratégie de lutte contre la désertification et la sécheresse.

40. S'agissant du cadre législatif et réglementaire, la plupart des rapports fournissent des renseignements relativement abondants et détaillés. Le processus de réforme socioéconomique radical se serait accompagné, dans les pays parties, de l'adoption d'une nouvelle constitution et de nombreuses lois dans différents domaines, y compris celui de la protection de l'environnement. Toutefois, l'élaboration de nouveaux textes législatifs et l'adaptation de ceux qui existent déjà ne suivent pas toujours le rythme soutenu et rapide des transformations, ce qui peut quelquefois entraver l'application des stratégies et politiques nouvelles et, parmi celles-ci, celles qui visent la protection de l'environnement. L'Arménie signale que la nouvelle Constitution de 1995 garantit la protection de l'environnement ainsi que le renouvellement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Ce même pays signale l'adoption, en 1999, d'une nouvelle loi sur l'éducation qui stipule que la culture d'une perspective écologique est l'un des principes de la politique nationale dans le domaine de l'éducation. Ce texte prévoit, entre autres, d'incorporer l'étude des problèmes de désertification dans les programmes d'enseignement général. La Géorgie s'est exprimée fermement sur la question du contenu du cadre juridique.

41. Tous les rapports reconnaissent que, dans le cadre du processus d'élaboration ou d'application des plans d'action nationaux, on devrait examiner le cadre législatif et institutionnel en place et recommander des mesures afin d'adapter la législation en vigueur ou d'adopter de nouvelles lois garantissant un cadre législatif et réglementaire cohérent et fonctionnel de nature à assurer la bonne application de la totalité des dispositions de la Convention dans le pays partie. Il est noté dans certains rapports que la législation environnementale en vigueur ne correspond pas pleinement aux nouvelles normes internationales ni aux prescriptions des nouveaux traités et conventions, dont la Convention sur la lutte contre la désertification. Il y est affirmé que les mesures visant à rapprocher la législation nationale de la Convention doivent être incorporées dans le plan d'action national, par exemple l'élaboration de projets de lois, de règlements ou d'amendements à la législation en vigueur concernant les questions de désertification, ainsi que l'élaboration d'avant-projets d'arrangements institutionnels traitant de la désertification. En Arménie, la législation applicable à l'exploitation des terres et des autres ressources naturelles devrait être améliorée, notamment par un renforcement des mesures de coercition en vigueur et l'encouragement à l'application des mesures contraignantes de conservation des ressources en terres par les citoyens au moyen de mécanismes économiques.

iii) Processus participatif à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'action

42. Selon tous les rapports, les pays parties reconnaissent la nécessité d'élaborer, dans le cadre des stratégies générales, des politiques et mesures particulières visant à renforcer la contribution du processus participatif à l'élaboration et à l'application des programmes d'action visant à lutter contre la désertification. À cet égard, la plupart des rapports soulignent l'importance des politiques d'information et de sensibilisation intéressant différents aspects de la lutte contre la désertification et la dégradation des sols. Les rapports présentent une multitude d'activités

connexes, allant de l'organisation, aux niveaux national et local, de séminaires et d'ateliers à la traduction des documents de la Convention dans les langues locales, à la distribution gratuite de matériaux pédagogiques et à la célébration de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification, le 17 juin.

43. Il est affirmé dans les rapports que les organes d'information jouent un rôle central dans ce processus. Les conférences de presse, points de presse et communiqués de presse donnent aux organes nationaux de coordination les moyens de faciliter l'appui médiatique à la sensibilisation de l'opinion aux problèmes d'environnement. À cet égard, l'importance des programmes radiodiffusés et télédiffusés spéciaux est capitale. Les campagnes menées à travers les médias par les organes nationaux de coordination sur les thèmes de la désertification et de la dégradation des terres suscitent une réaction dynamique de la part des populations locales, qui envoient un courrier abondant à la presse et aux stations de télévision et de radiodiffusion, apportant ainsi une très utile contribution en retour.

44. Les organisations non gouvernementales, qui ont toujours été très actives dans le domaine de la protection de l'environnement, contribuent de façon très sensible, et de diverses manières, au développement du processus de mise en œuvre de la Convention. Ainsi, des représentants de ces organisations ont été nommés membres de plusieurs comités multisectoriels de coordination de la lutte contre la désertification et participent, aux côtés de responsables gouvernementaux, à la conception et à la formulation des programmes d'action nationaux. En Azerbaïdjan, les ONG ont élu parmi leurs membres une organisation qui a été chargée de coordonner les initiatives de toutes les ONG dans le domaine de la lutte contre la désertification, en liaison permanente avec l'organe national de coordination.

45. Il convient de noter que la démocratisation facilite la participation et la sensibilisation au travail de préparation et de mise en œuvre des programmes d'action. L'Arménie et la République de Moldova indiquent que la nouvelle constitution garantit à tout citoyen du pays l'accès à l'information dans le domaine de l'environnement. Le processus de décentralisation conduit à une redistribution des droits et des obligations à l'égard de l'environnement et des ressources naturelles aux niveaux national, régional et local au profit des entités locales.

46. Étant donné la nécessité de jeter les bases éducatives et scientifiques de la lutte contre la désertification et de pourvoir à une formation spécifique, un pays partie a élaboré des propositions concernant le lancement de stages consacrés spécialement à la protection de l'environnement et à la conservation des terres dans le cadre des systèmes d'enseignement général et spécialisé. Ces propositions ont été soumises au Gouvernement pour qu'il les examine.

47. Plus d'un rapport reconnaît le rôle spécial des femmes, des jeunes et des ONG d'étudiants dans le processus de la Convention. En Azerbaïdjan, le plan d'action national sur la parité comprend des dispositions intéressant la lutte contre la désertification, la dégradation des sols et la surexploitation des terres. D'après le rapport de la Géorgie, la participation des organisations de jeunes écologistes s'est révélée efficace.

48. Certains rapports mentionnent l'établissement d'une coopération internationale efficace entre les ONG, notamment en ce qui concerne les projets transfrontières entre pays voisins, en soulignant que l'appui extérieur des organisations et bailleurs de fonds internationaux

s'impose si l'on veut renforcer encore le rôle que jouent les ONG et les acteurs locaux dans le processus de la Convention.

- iv) Processus consultatif à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'action national et des accords de partenariats avec les pays développés parties et les autres entités intéressées

49. N'ayant adhéré que récemment à la Convention, ces Parties ont présenté des rapports contenant très peu d'informations sur le processus consultatif. La plupart d'entre elles en sont encore à élaborer leur programme d'action national. La Géorgie indique que les activités des partenaires étrangers dans les domaines de la conservation de la diversité biologique, de la gestion des terres, de la foresterie et de l'agriculture, notamment, ont des chances de s'étendre à des domaines liés à la désertification. Néanmoins, certains rapports relèvent, dans le cadre du processus consultatif sur les questions liées au champ de la Convention, le rôle actif joué par les bureaux locaux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ainsi que par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Certains rapports mentionnent également la coopération internationale dans le cadre de projets régionaux tels que le Programme écologique pour la mer Caspienne et le Programme régional européen sur la sécheresse. Il existe de réelles possibilités d'établir des liens efficaces entre certains projets bilatéraux et multilatéraux, en cours ou prévus, et les impératifs de la lutte contre la désertification.

- v) Mesures prises ou prévues dans le cadre des programmes d'action nationaux, notamment pour améliorer le climat économique, conserver les ressources naturelles, améliorer l'organisation institutionnelle et la connaissance du phénomène de la désertification et surveiller et évaluer les effets de la sécheresse

50. Tous les rapports contiennent une masse d'informations sur cette question, mais le degré de conformité au Guide ainsi que la rigueur de présentation des renseignements par section, sont très variables. Certains rapports ne traitent pas de toutes les sections, d'autres présentent essentiellement des mesures ou des activités qui n'ont été que soumises pour examen et n'ont été ni formulées, ni appliquées.

51. En ce qui concerne l'analyse complète des résultats obtenus par le passé, la plupart des rapports indiquent que les évaluations et les études des activités menées avant la transition dans le domaine de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres ont été effectuées avant le lancement de la formulation du programme d'action national. Les rapports font apparaître que les activités passées visaient généralement des objectifs très étroits; on considérait que leur mise en œuvre incombait à une seule et unique structure gouvernementale; de ce fait, les instruments réglementaires étaient généralement les seuls à être employés. Selon certains rapports, les effets positifs (lorsqu'ils existaient), n'étant pas soutenus localement, disparaissaient dès que le cadre réglementaire était modifié dans la logique d'une restructuration fondamentale du système de gouvernement. La Géorgie a souligné aussi que seuls des efforts conjoints et intégrés pouvaient favoriser des mesures rationnelles et atteindre leurs objectifs. Il s'ensuit qu'une bonne partie du travail d'élaboration du programme d'action national se fera avec la participation des populations et des administrations locales des régions touchées du pays.

52. La recherche menée par le passé dans le domaine de la désertification par des instituts scientifiques avait produit des résultats intéressants et suffisamment abondants pour mériter d'être examinés. De plus, une masse de données géographiques, géologiques, climatologiques, hydrologiques et autres ont été obtenues au fil des décennies, et une bonne partie d'entre elles devront être restructurées afin de pouvoir être utilisées par des systèmes informatiques. S'agissant des programmes techniques mis en place et des projets intégrés opérationnels de lutte contre la désertification, il est donné dans la plupart des rapports une longue liste composée essentiellement des mesures qui viennent d'être appliquées et de celles qu'il est prévu de lancer dans différents domaines pertinents.

vi) Ressources financières allouées au titre du budget national pour appuyer la mise en œuvre de la Convention et aide financière et coopération technique reçues et requises, avec indication des besoins et de leur ordre de priorité

53. Les informations fournies sur cette question sont assez peu détaillées, mais quelques pays mentionnent un certain nombre de mécanismes financiers (écotaxes, fonds national, par exemple). Au sujet des mécanismes financiers adoptés, la Géorgie indique que les recettes provenant des taxes "écologiques" qui, au niveau local, frappent les substances/émissions/rejets nocifs, le combustible de détail et l'utilisation des ressources naturelles devraient, conformément à la loi, être consacrées à la protection de l'environnement, notamment à la lutte contre la désertification. Mais elle ajoute que cela ne semble jamais être le cas dans la pratique, les collectivités locales préférant affecter ces recettes à d'autres fins, telles que les dépenses sociales. La République de Moldova indique que le programme d'action national qu'elle a adopté est financé par les acteurs économiques (93 % du coût total), par le budget de l'État (2,7 %), par des donateurs et des organismes étrangers (3,6 %) et par des ressources extrabudgétaires (0,7 %).

54. D'autres pays disent envisager la mise en place d'un fonds national de lutte contre la désertification qui serait financé conjointement par le Gouvernement central, le secteur privé et les donateurs. Le principal objectif du fonds est d'assurer la participation des acteurs locaux à la mise en œuvre des programmes de lutte contre la désertification. Quelques rapports chiffrent les besoins pour des programmes et des projets particuliers de lutte contre la désertification et la dégradation des terres. L'Azerbaïdjan signale l'existence d'un fonds de réserve pour la protection de l'environnement, qui est administré par le Ministère des finances et le comité d'État pour l'écologie. Le fonds est financé notamment par des amendes pour pollution de l'environnement. Les ressources de ce fonds sont toutefois très limitées.

vii) Examen des repères et indicateurs utilisés pour mesurer les progrès accomplis et évaluation de ceux-ci

55. La plupart des rapports indiquent qu'une aide étrangère est nécessaire pour créer et mettre en œuvre les systèmes modernes de surveillance et d'information sur la protection de l'environnement et la désertification. Quatre rapports traitent essentiellement des questions liées aux systèmes de surveillance et d'information sur la désertification. L'Azerbaïdjan a achevé la mise au point d'un système unifié de surveillance écologique, portant notamment sur la surveillance de la désertification et la dégradation des terres. Ce système doit remplacer cinq systèmes de surveillance distincts, qui ont été utilisés jusqu'à présent par cinq organismes différents.

C. Tendances générales dans les autres pays parties touchés

56. La situation varie énormément selon les pays, d'où la difficulté de dégager des tendances communes claires. Il ressort des rapports que la plupart des pays parties en sont encore au stade initial de la mise en œuvre de la Convention. Cela est dû en partie à la ratification récente de la Convention par la plupart des pays parties présentant des rapports, mais aussi et surtout, aux très graves difficultés économiques, sociales et politiques que ceux-ci rencontrent depuis le début du processus de transformation socioéconomique radicale.

57. Tous les pays parties présentant des rapports sont touchés par la désertification, mais à des degrés divers. Parallèlement, l'effet néfaste de la dégradation des terres, de la désertification et des fréquentes sécheresses sur l'économie des Parties ne saurait être sous-estimée. L'impact de ces phénomènes, qui tend à s'aggraver, est considéré comme un obstacle au développement global, en particulier dans les pays où l'agriculture joue un rôle important dans l'économie.

58. Autre caractéristique des pays parties qui ont établi des rapports, ils connaissent tous une transformation socioéconomique radicale, en particulier les quatre Républiques nouvellement indépendantes qui faisaient partie de l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques. Comme c'est généralement le cas dans les pays en transition, ces transformations prennent du temps et s'accompagnent de difficultés économiques graves et prolongées, parfois aggravées par une instabilité politique. Mais le processus de transition offre aussi l'occasion de revoir le cadre législatif.

59. Malgré la persistance des problèmes socioéconomiques, les rapports montrent que les Parties sont résolues à appliquer la Convention, qu'elles s'emploient à en faire avancer le processus et qu'en un laps de temps relativement court, elles ont fait des progrès remarquables sur cette voie. La conservation des sols et la lutte contre la dégradation des terres et la désertification se sont ajoutées aux nouvelles politiques et stratégies nationales de protection de l'environnement, ainsi qu'aux politiques sectorielles, en particulier dans l'agriculture, la foresterie, la gestion des eaux, l'énergie, les transports et le développement rural.

60. Quelques progrès ont été réalisés en ce qui concerne les mesures institutionnelles. Des organismes nationaux de coordination, des centres nationaux de liaison et des commissions nationales de coordination multisectorielle sur la lutte contre la dégradation des terres et la désertification ont été créés ou sont en cours de création dans les pays parties qui ont établi des rapports. L'élaboration de programmes d'action nationaux sur la lutte contre la désertification progresse dans quatre pays, et la République de Moldova vient d'adopter un programme d'action national sur 10 ans.

61. Certains progrès ont également été accomplis dans le renforcement du processus participatif en faveur de l'élaboration des plans d'action nationaux et de la mise en œuvre de la Convention. La démocratisation, la décentralisation, la privatisation et les réformes foncières contribuent à faire avancer le processus participatif, facilitent les activités des ONG concernées et garantissent un plus grand rôle à la population locale, notamment aux femmes et aux jeunes, dans le processus de la Convention. Les autorités locales peuvent y être associées davantage, par le biais à la fois des filières administratives habituelles et de mécanismes horizontaux nouvellement créés. Dans les deux cas, il faudra faire de gros efforts pour maintenir les échanges d'informations avec les communautés locales à un niveau élevé, ce qui nécessite que celles-ci

comprennent bien la Convention et s'y intéressent; des approches concrètes et pragmatiques, par exemple de petits projets pilotes sur l'amélioration des méthodes agricoles, pourraient contribuer à stimuler leur intérêt.

62. Tous les pays parties qui ont établi des rapports apprécient grandement l'appui stimulant apporté par les organisations internationales et les donateurs bilatéraux au stade initial du processus de la Convention. En même temps, on estime en général que seule une augmentation conséquente du financement, tant interne qu'externe, permettra à ces pays de maintenir la dynamique et/ou de mettre en œuvre plus rapidement la Convention. Dans un certain nombre de cas, une grave pénurie de fonds et la persistance de difficultés économiques dans tous les domaines pourraient même contraindre les autorités nationales à modifier leurs priorités et à donner la préséance à des besoins sociaux urgents au détriment de la protection de l'environnement, notamment de la lutte contre la dégradation des terres et la désertification. Il faut donc renforcer davantage la coopération internationale en matière de lutte contre la désertification, ainsi que pour favoriser des synergies entre tous les programmes et conventions relatifs à l'environnement.

63. Une tendance à la mise en place de nouveaux mécanismes financiers nationaux pour financer la protection de l'environnement, notamment la lutte contre la dégradation des terres et la désertification, mérite une attention particulière. Elle consiste notamment en un système de taxes écologiques et de fonds nationaux spéciaux, devant être financés conjointement par le gouvernement central, le secteur privé et les donateurs.

64. Les premiers enseignements tirés d'un certain nombre de projets écologiques transfrontières portant sur la conservation des terres donnent à penser qu'il serait d'un bon rapport coût/efficacité de renforcer encore la coopération sous-régionale dans le domaine de la lutte contre la dégradation des terres et la désertification, en particulier entre pays ayant une frontière commune et des modes analogues de développement socioéconomique.

Annex

REPORT OF THE GROUP OF ANNEX IV COUNTRIES ON THE IMPLEMENTATION OF THE
UNCCD²

The present report has been prepared by the Italian National Committee in its function of presidency of annex IV. The report has been approved at the fifth Ministerial meeting held in Murcia, Spain, on 16 June 2000. The conclusions of the fifth Ministerial meeting of which this report is an integral part are available at the Internet site www.desertification.it.

TABLE OF CONTENTS

	<u>Page</u>
EXECUTIVE SUMMARY	22
1. INTRODUCTION	23
2. HISTORY OF NORTHERN MEDITERRANEAN ANNEX	25
2.1 PRELIMINARY ACTIVITIES BEFORE THE ENTERING IN FORCE OF THE CONVENTION	25
2.2 REGIONAL COORDINATION COMMITTEE OF THE ANNEX IV GROUP	25
2.3 STATE OF PROGRESS OF NATIONAL ACTION PROGRAMMES	26
GREECE	27
ITALY	27
PORTUGAL	29
SPAIN	30
TURKEY	31
3. REGIONAL MEETINGS	32
4. REGIONAL ACTION PROGRAMME OF ANNEX IV	32
4.1 AIMS AND PURPOSES OF THE REGIONAL ACTION PROGRAMME	32
4.2 TERMS OF REFERENCE	33
4.3 INTERREGIONAL ACTIVITIES	35
5. RESEARCH & DEVELOPMENT	36
6. FUTURE DEVELOPMENTS OF ANNEX IV	39
BIBLIOGRAPHY	40
ATTACHMENT 1 - LIST OF MEMBERS OF THE COORDINATION COMMITTEE OF THE NORTHERN MEDITERRANEAN ANNEX	41
ATTACHMENT 2 - LIST OF FOCAL POINTS OF NORTHERN MEDITERRANEAN ANNEX	42
ATTACHMENT 3 - CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS OF THE "WORKSHOP DESERTIFICATION, CLIMATE CHANGE, BIODIVERSITY AND FOREST: SYNERGIES FOR AN INTER-REGIONAL AGENDA BETWEEN NORTHERN AND SOUTHERN MEDITERRANEAN COUNTRIES", ROMA, 18TH FEBRUARY 2000	43
ATTACHMENT 4 - CONCLUSIONS, PROPOSALS AND RECOMMENDATIONS OF NGOS ON THE PARTICIPATION OF CIVIL SOCIETY IN COMBATTING DESERTIFICATION AND DROUGHT IN THE MEDITERRANEAN, MURCIA, 16-18 JUNE 2000	44

²Reproduced in the original language in which it was received, without formal editing by the UNCCD secretariat.

EXECUTIVE SUMMARY

The Mediterranean basin is a region that has been inhabited for thousands of years by numerous cultures and civilisations. These have left an indelible mark on the environment and the landscape. In this region the recognition of the role of human action on desertification processes done by the UN Convention to Combat Drought and Desertification (UNCCD) has been a major step forward in selecting policies and measures. It is estimated that in the northern Mediterranean area land degradation affect 99.4 million ha, corresponding to 32% of the territory with arid, semi-arid and dry sub humid climate. This appraisal shows that land degradation has reached alarming levels in the northern Mediterranean region.

Within this framework Greece, Italy, Portugal, Spain and Turkey have agreed to coordinate their action by creating a regional annex of the Northern Mediterranean which is the IV regional implementation Annex of the UNCCD.

National Programmes to combat drought and desertification have already been presented by Portugal and Italy, while Spain has presented related guidelines. Greece has published and distributed to the public its provisional action plan. Turkey is still drawing up its programme.

Annex activities are coordinated by an interministerial committee that has set in motion a permanent mechanism for consultations among northern Mediterranean countries on the subject of efforts to combat degradation and desertification.

The group of countries of the Northern Mediterranean annex countries have worked during the COPs and have been organised single-theme workshops to identify some priorities in preparation for the Regional Action Programme contemplated by the UNCCD. Priorities have been discussed, integrated and approved by National Committees and by the NGOs of the Northern Mediterranean region. The drawing up of a Regional Action Programme based on these priorities is a joint undertaking of countries that sets out to raise awareness of the phenomenon and involve as many social actors as possible in the implementation of the UNCCD as well as the General Directorates of the European Commission in desertification-related problems.

The uniqueness of this region has been acknowledged and emphasised by international treaties and agreements, such as the Barcelona Convention of 1976 and the Barcelona Declaration of 1995 underpinning the Euro-Mediterranean Partnership. These agreements have been laying the foundations, through specific plans of action, for the creation of a context to promote trade/exchanges and the development of all countries in the region.

At an interregional level, Annex IV countries aim to coordinate their actions and create synergies between regional and sub-regional programmes and other international programmes such as the Mediterranean Action Plan (MAP), the Short and Medium Term Priority Environmental Action Programme (SMAP) and the Mediterranean Environmental Technical Assistance Programme (METAP) existing already in the area.

The international scientific community is actively involved in efforts to seek effective solutions to prevent and alleviate desertification-related problems in the Mediterranean area, through international organisations such as the UNEP, FAO and European Commission. EU research & development programmes in particular provide the context in which scientific projects and collaboration are effected among northern Mediterranean countries. The main issues

tackled have been the study of indicators, management of water, soil erosion, climate changes and traditional technologies.

Future developments for the Annex IV group will consider the extension to other affected country parties of the Northern Mediterranean region, continuing efforts to elaborate common projects on indicators, pilot areas, the sharing of information through a Clearing House Mechanism and the development of all possible synergies with other Convention and with North African countries.

1. INTRODUCTION

The northern Mediterranean region is a complex mosaic of diversified landscapes. It has been settled and cultivated for millennia by various cultures and civilisations. Much of the region is semi-arid and dry sub-humid and subject to seasonal droughts, high rainfall variability, or sudden intense downpours. It is also marked by high population densities, heavy concentrations of industry, and intensive agriculture in the coastal and flat areas. Less favoured areas are, on the other side, characterised by depopulation and abandonment of productive activities.

Mediterranean land degradation is often linked to poor agricultural practices. Soils become salinized, dry, sterile, unproductive and unprotected in response to a combination of natural hazards - droughts, floods, forest fires - and human-controlled activities - notably over-tilling irrational irrigation and overgrazing. Fertilisers, pesticides, irrigation, contamination by heavy metals, and the ecologically inappropriate introduction of exotic plant species is undermining the long-term health of the region's soils. Physical changes imposed on watercourses by the construction of reservoirs, the canalisation of rivers, and the drainage of wetlands are affecting land quality. Meanwhile, groundwater levels are declining widely, resulting among other things in salt-water intrusion into coastal aquifers. Some 80% of the region's available freshwater is used for irrigation.

The continuing growth of industry, tourism, intensive agriculture, and other economic activities along the coastlines is placing particular stress on coastal areas and on water resources. On the other hand the abandonment of land, particularly on marginal and easily eroded hillsides, weakened agricultural planning and land management.

The situation has been aggravated by the social and economic crisis of less industrialised areas where, in recent years, under the pressure of globalisation of economy many productive activities lost their local markets contributing to the generation of migration fluxes from rural to urban areas.

In the northern Mediterranean countries the development of the desertification process is in direct relationship with the crisis of urban centres where the traditional arrangement of the landscape made up of natural houses built with a low consumption of resources has been cast aside in favour of a model based on the massive building, energy waste and environment pollution. The increase of urban centres, the increase of products demand and the consumer goods cause the abandonment of traditional farming systems and the introduction of new methods and agricultural policies based on mono-cropping. The uprooting, the lost or the redefinition of elderly people or women's roles who own the knowledge entail the loss of management capabilities as for resources and traditional knowledge.

Greece, Italy, Portugal, Spain and Turkey have taken an active role throughout the UNCCD definition process, starting from the UNCED conference in Rio on sustainable development in 1992. Relative national parliaments have since ratified the convention. While indeed the declared aim of the UNCCD is that of combating desertification and drought in Africa, since the phenomenon is becoming catastrophic in that continent, these countries of the northern Mediterranean believe that the principles and methodologies for combating desertification set forth in the convention should also be applied to their national territories to combat the phenomena of desertification and land degradation.

The text of the northern Mediterranean Annex became part of the Convention right from its signature in Paris in 1994. With the exception of Turkey the countries currently forming part of the northern Mediterranean Annex are members of the European Union.

Activities performed under the northern Mediterranean Annex also receive the active support of "observer" that are parties to the UNCCD but are not affected, such as France, the Principality of Monaco and the European Community. It is to be stressed that the role of the European Community is of strategic importance for the implementation of policies and measures to combat desertification in the Mediterranean area. The policies and programmes of the European Union are indeed one of the principal driving forces behind the development and protection of the environment in areas of the northern Mediterranean affected by desertification phenomena.

Another geo-political aspect of the utmost importance for the group of Annex IV countries is the combined presence in the Mediterranean area of countries from the Balkan area of Europe as well as of North African and Eastern Mediterranean countries belonging to the respective African and Asian Annexes of the UNCCD.

For the implementation of the UNCCD in the Mediterranean area and creation of synergies, it should be recalled that all countries looking onto the Mediterranean Sea adhered to the Barcelona Convention (1976) whose Mediterranean Action Plan is the basic instrument of regional collaboration in the environmental sphere in the Mediterranean region.

In this field must be remembered that the Parties of the Barcelona Convention have appointed the "Mediterranean Commission for the Sustainable Development" which have among its priorities issues the fight to desertification.

The "Clean Development Mechanism" of the framework Convention on Climatic Changes may also provide considerable opportunities for regional collaboration, combining the aim of reducing "greenhouse" emissions with that of combating land degradation and desertification.

It should also be remembered that the Euro-Mediterranean Partnership Process between countries in the EU and twelve countries in the south and east of the Mediterranean region. was embarked upon from the Barcelona Declaration adopted during the Barcelona Conference in 1995. The objectives of the agreement are peace, stability, security, growth and sustainable development with the perspective of the construction of a Euro-Mediterranean free trade area starting in 2010, and placed the environment and sustainable development among the priority issues of bilateral and multilateral programmes, in particular the "Short and Medium Term Priority Environmental Action Programme" (SMAP)

The MEDA programme of the European Union, is the financial instrument to implement to the Euro-Mediterranean Partnership.

Finally, must be mentioned the "Mediterranean Environmental Technical Assistance Programme" (METAP) promoted by European Investment Bank (EIB), EC, World Bank, UNDP, to promote technical support to (so far 13) Mediterranean and facilitate investment in this fiend. METAP activities are directed toward three priority issues for the region: integrated management of coastal and water resources; prevention of pollution in "hot spots"; promotion of institutional consolidation, participation and partnership.

This report was prepared by the Italian presidency on the behalf of the members of the group of Annex IV for the fourth session of the Conference of the Parties.

2. HISTORY OF NORTHERN MEDITERRANEAN ANNEX

2.1 PRELIMINARY ACTIVITIES BEFORE THE ENTERING IN FORCE OF THE CONVENTION

During the course of the 6th Interim Conference of the Intergovernmental Negotiating Committee (INCD), held in New York in January 1995, the need was stated for proceeding to draw up the national and regional programmes on combating desertification, for the purpose of facilitating the rapid implementation of the Convention as soon as it enters into force. Spain chaired the works of the group in the years 1995 and 1996 before the entering in force of the Convention.

Pursuing this line, a Regional Conference on Desertification for the northern Mediterranean Region was held in Almeria, in June 1995, and one of its conclusions was the agreement to set up a regional reflection group to prepare guidelines for a Regional Action Programme (RAP). This agreement has been reported in INCD 7 Nairobi, August 1995, and INCD 8 Geneva, February 1996.

With these premises, the first session of the Reflection Group was held in Madrid in July 1995, hosted by the Ministry of Foreign Affairs of Spain on his quality of Chairman of the Group, with attendance of representatives of France, Greece, Italy, Portugal, Spain, Turkey, the European Union and the Interim Secretariat of the CCD.

2.2 REGIONAL COORDINATION COMMITTEE OF THE ANNEX IV GROUP

After the convention came into force, in 1997 a coordination committee was formed, made up of reporting members responsible for the implementation of the UNCCD at a national level.

The UNCCD provided the opportunity to create a regional workgroup among affected country parties of the northern Mediterranean that could deal jointly with desertification issues within the UNCCD, the OECD and the EU since until the convention came into force no inter-State consultation structures existed. This coordination initiative involving affected country parties of Northern Mediterranean Annex (Greece, Italy, Portugal, Spain and Turkey) has been chaired until now, on a rotational basis, by Portugal in the years 1997 and 1998 and by Italy in 1999 and 2000.

The coordination committee is made up of ministers from the countries of the Annex IV group (see attachment 1); European Commission and French representatives have taken part in meetings as observers.

The coordination committee has so far met five times during the Conferences of the Parties, as well as during inter-session periods:

- Dakar, Senegal, 8th November 1998, during the works of the second COP
- Lisbon, Portugal, 17th June 1999 for the presentation of the Portuguese NAP;
- Recife, Brasil, 22nd November 1999, during the works of the third COP
- Rome, Italy, 17th February 2000 for the presentation of the Italian NAP
- Murcia, Spain, 16th June 2000 for the presentation of the Spanish guidelines of the NAP.

During these meetings debate has centred on topics concerning the drafting of the Regional Action Programme and the implementation of decisions taken during the Party Conferences, and initiatives to be undertaken jointly have been assessed.

Annex IV countries, during the fourth ministerial meeting held in Rome, on 17th February 2000, agreed to finance a Mediterranean unit of the UNCCD secretariat, to invite Monaco to join the group as observer, and to open the meetings of Annex IV to the participation of representatives of NGOs.

During the fifth ministerial meeting held in Murcia on 16th June 2000, they approved the "Report of the group of the Annex IV countries on the implementation of the UNCCD" and gave mandate to the focal points to prepare the RAP on the agreed basis of the "Terms of Reference". They also agreed to meet again in Bonn during the COP IV and to consider among others the following issues:

- establishing the rules for the access to the Group of Annex IV Countries;
- possible admission, to join as observers to the Group, of countries belonging to the Mediterranean Basin and in particular some of them who launched on 20th May 2000 in Ancona the "Adriatic and Ionian Initiative (AII);
- proposal of the next Presidency of the Group;
- establishing the rules of rotation of the Presidency;
- Inter-Regional Mediterranean Action Programme;
- further implementing participation of the NGO's.

The ministerial coordination group is supported by a workgroup of technical experts and national "focal points" (see attachment 2). The technical group has met on a number of occasions to compare the progress being made by respective National Programmes. These meetings centred on the possibility of synergies between National Programmes and on a joint Regional Action Programme for the group of Annex IV. The technical workgroup submits proposals and documents for the approval of the coordination committee. One of its main tasks is to coordinate preparatory activities for the Regional Action Programme.

2.3 STATE OF PROGRESS OF NATIONAL ACTION PROGRAMMES

All countries of the group of Annex IV have worked to define their respective National Action Programmes. Portugal was the first country to approve the NAP, passed by the government in June 1999.

Italy's NAP was approved by the Italian government on 21 December 1999, and is now being implemented by the competent ministries and administrations.

The progress made in drawing up and implementing National Action Programmes in countries in the group is as follows:

GREECE

The Greek National Committee for Combating Desertification was established by the ministerial decisions of the Ministry of Agriculture. Its members include authorised officials of the Ministers of Agriculture, Environment, Public Works, Development, Economy, Foreign Affairs, delegates from Universities, Research Institutes and NGOs.

The Committee has prepared, on the basis of documents and suggestions submitted by four working groups of experts, the Provisional National Action Plan (PnP). The plan has been distributed to concerned public and private organisations and the media. It also has been presented at municipal meetings. The PnP consists of the following chapters:

- Definitions, principles and objectives
- Desertification processes in Greece
- General measures on desertification prevention and mitigation
- Measures for the agricultural sector
- Measures for the Forest sector
- Measures for the protection of fauna
- Measures for the sector of animal husbandry
- Measures for the sector of water resources
- Measures for the socio-economic sector

The Committee has prepared and submitted to the UNCCD secretariat the National Report on the implementation of the Convention. It also published a report on drought and its mitigation in Greece.

The basic conclusions reached by the preliminary work can be summarised as follows:

1. Desertification is a real threat over a large sections of the Central and southern eastern mainland, the Aegean islands and Crete.
2. Areas under various degree of desertification threat occupy approximately 1/3 of the country.
3. Mitigation efforts so far have been insufficient. Public awareness is at low level. There is an urgent need for serious legal and institutional changes.
4. There are serious knowledge gaps concerning factors, processes and mitigation of desertification.

ITALY

In September 1997, the Italian President of the Council has instituted the National Committee to combat drought and desertification. The Committee has been working on the implementation and the dissemination of information aimed at combatting desertification in Italy. Its most important activity has been the involvement of different institutions and the organisations to co-ordinate initiatives to combat drought and land degradation taking in account the social, economic, energetic, environmental and cultural aspects.

Policy initiatives undertaken by the National Committee brought positive results like a new strategy of co-operation, the promotion of new rules for soil protection and the law on water resources protection recently been approved by the Parliament.

Governmental and non-governmental organisation, scientific organisation, local communities and the are working together to define and implement common plans, in particular, in the following fields:

- management of natural resources, soil and water;
- coastal areas protection;
- improvement of compatible agriculture and zoo technique;
- sustainable tourism;
- environmental education and sustainable use of the resources;
- promotion of innovative technologies and unemployment support.

The National Committee prepared the "First national communication to combat desertification" submitted and approved by the Inter-Ministerial Committee for the Economic Planning (CIPE) - deliberation n.154/98 -, the National Committee has approved the "Guidelines for the National Plan" and finally the CIPE has approved the "National Action Programme to combat drought and desertification in Italy" - deliberation 229/99.

The Italian NAP is broken down into:

- National level;
- Regional and river basin programmes;
- Cooperation.

National level

The plan foresees that the Ministry of Treasury, the Ministry of Environment, the Ministry of Industry, the Ministry of Public Works, the Ministry for Agricultural and Forest Policies, the Ministry of Foreign Affairs, the Ministry of Foreign Trade locate the financial resources referred to:

- soil protection;
- sustainable management of water resource;
- impact reduction of the productive activities;
- territorial re-balance;
- information, training and research.

The information, training and research programme to combat drought and desertification is under development. The plan is in deep involvement with the "National Research Plan for the protection of Climate".

Italian Regions and River Basin Authority programmes

The Italian Regions play a fundamental role in the implementation of the NAP, since control of the territory, planning and actions are performed locally and not centrally. Administrative decentralisation has rendered it necessary to fully involve regional authorities in the selection of objectives, priorities and means to combat desertification.

The NAP requires Italian Regions and River Basin Authorities to identify in their territory the areas at risk of desertification and to indicate the measures that have been or are to be enacted to combat the phenomena identified. In the current phase of political and administrative decentralisation, the national Committee has the task of coordinating, standardising and integrating Italian regional programmes, making the national government aware of aspects requiring national legislative action or actions within the context of the European Union.

Cooperation

The definition of cooperation objectives and strategies with developing countries is an integral part of the Italian NAP. Actions to combat desertification will be one of the priorities of Italian cooperation, which is aimed at working with the countries affected, in conjunction with other donor countries, to provide the technical and financial support required to implement the NAP. The National Committee and the Foreign Affairs Ministry have constituted a panel to plan the strategies and the actions of the Italian Co-operation to combat drought and desertification in the developing Countries including those that are connected to Italian initiative toward debt reduction.

PORTUGAL

1 - The State of NAP

The National Action Programme to Combat Desertification was approved in 1998, June 17 and is the result of a widespread participation by agents involved and interested in the issue of desertification, mainly from the most affected regions, in strict compliance with the spirit of the Convention to Combat Desertification.

We are now ready to begin the implementation of the NAP, as the key requirements were already satisfied:

- Campaigns to raise public awareness on the issue of desertification;
- Creation of conditions for a strong participation of public and private entities;
- Integrated interdepartmental and multi-disciplinary co-operation, from the drafting of policies up to the preparation of the implementation of specific actions;
- Creation of a National Committee to Co-ordinate the NAP and to monitor its implementation;
- Creation of a National Desertification Observatory, working closely with the National Committee, that will make possible the monitoring and the assessment of the programme's implementation.

2 - Elaboration of the NAP

A National Coordination Group was created in December 1996 to elaborate the NAP, presided by the Focal Point, including experts from 8 Ministries, several institutions of the civil service, some of the central departments and others from regional services, in a total of about 30 people. This Group was responsible for the preparation of a synthesis document on "Causes and consequences of desertification in Portugal", which was prepared to give to the public a scientific and technical background for discussion. The public working sessions were held at the regional level with the participation of the media, universities, environmental NGOs, experts from official departments, teachers from several education levels and individuals concerned with the problem.

A Scientific Council was also created to support the National Coordination Group. This Group was composed of 12 experts covering areas such as Climate, soil, water, rural development, economy and sociology.

SPAIN

In the framework of the procedure for the elaboration of the NAP the first step was the presentation to the National Advisory Council for the Environment (Consultant body in which all the sectors of the society are represented) of a document of principles by the Ministry of Environment. This document of NAP principles was favourably informed by the Council. Immediately a working group for the NAP draft preparation was constituted under the co-ordination of the Ministry of Environment. This is a scientific and technical group and is composed by representatives of the different sectors of the Administration which are competent in aspects of the desertification. The NAP Draft has been already elaborated and is ready for its submission to the Spanish society for a general process of discussion.

As a previous step to the discussion, amendment and approval of the draft NAP a document of Guidelines of the National Action Programme against Desertification has been prepared and its approval is expected by June 2000.

The consultative process is envisaged and structured based in the organisation of a set of sector working groups. These groups of discussion will be formed by the representatives of the administration and the civil society. After the consultative process in these groups the definitive document will be submitted to the Government for its approval.

According to the Draft NAP a National Committee will be instituted with the task of co-ordinate and supervise the application of the NAP. This National Committee is in the process of constitution and includes representatives of all the sectors related to desertification in the civil society and the administration.

The Draft NAP presents the assessment of the status of the desertification in the country and the proposals for a national policy against desertification. These proposals are: the determination and delimitation of the areas for action, the co-ordination of related sector policies and the identification and development of set of specific actions against desertification.

The determination of the areas for action is aimed to the delimitation of the physical spaces and the socio-economic environments in which the policy against desertification is going to be developed. Such determination is reached by the application to the territory of indicators on every of the elements that the CCD points out in the Annex IV as features that characterises the desertification in the Mediterranean.

The policy co-ordination is the key issue of the Spanish NAP. Because the desertification is a multi-sectorial and multi-disciplinary topic it requires integrated solutions. So the policy co-ordination is necessary in the formulation of such integrated solutions which are linked to the interests harmonisation. That implies the resolution of interest conflicts that are active in the territory.

The NAP of Spain cannot be conceived but as a part of the environmental and socio-economic national planning. Most, if not all, of the fields for action which integrate the combat to desertification are the subject of sector policies developed by diverse branches of the

Administration and represent areas of activity for different sectors of the civil society. In this context as an starting point, the NAP Draft includes a preliminary identification of actions to develop as part of an integrated strategy to combat desertification. These actions are structured in objectives which are consistent with the priority action areas formulated in the article 6 of Annex IV of CCD. This set of actions is aimed to serve as a basis for discussion during the negotiating process of the NAP. The analysis of the set of actions, the incorporation of new and the assessment of their feasibility is expected as an output of the process of discussion.

TURKEY

The United National Convention to Combat Desertification was signed in 1994 in Paris by Minister of Environment on behalf of Turkish Government, and it was ratified on 11th of February 1998 by Turkish Grand National Assembly.

Process of implementation of UNCCD in Turkey has covered wide range of activities since it has been ratified. Immediately after becoming party to the Convention, "National Awareness Seminar" was held in Izmir on 20th - 22nd of May 1998 with participation from governmental and non-governmental organizations and scientists from universities and research institutions. The aim of this seminar was to inform all the participants about the implementation of the Convention and to raise a public awareness about combatting desertification all levels.

In recent years, Turkey have put intensive efforts to develop a National Action Programme with inclusion of information taken from the related governmental and non-governmental organizations, institutions and universities. A meeting was held in Bolu-Gölköy from 8th to 9th of July 1999 in order to draft a National Action Programme. The participants from relevant ministries, institutions, universities and NGOs attended the meeting and discussed specific problems relevant to desertification in view of the affected areas and communities, and a need to develop an effective and integrated soil-water management approach to combat desertification at the local and national levels was clearly addressed. As a result of the two-day meeting, an outline for National Action Program to Combat Desertification and Drought in TURKEY was formulated.

In accordance with the context of the Convention, National Coordination Body (NCB) has been established in May 2000. The body is aimed to promote and coordinate required actions for the implementation of the UNCCD in Turkey. NCB initially identified priority issues as preparation of a regulation to implement the Convention and finalization of the NAP.

Besides the contributions from various government, agencies and organizations, another input for the preparation and the implementation of the NAP is an UNDP umbrella project. The project aims to provide institutional framework and coordination with the Government of Turkey for the integration of environmental concerns in development policies/programmes/plans in two cross-sectoral areas: sustainable energy & atmospheric protection and combating desertification which are the two of the priority action areas identified in Turkey's National Environmental Action Plan. The project found appropriate by all central government agencies. The project is expected to be officially approved and become operational soon. The project will supply support for the preparation of the NAP and pilot projects for the application of the NAP. Participation will be provided on implementation of the pilot projects by all the relevant actors, namely governmental and non-governmental organizations, universities and local communities during the preparation of the NAP.

3. REGIONAL MEETINGS

Regional Activities in the Northern Mediterranean Annex have so far been chaired by Spain (1995-1996), Portugal (1997-1998) and Italy (1999-2000) on a rotation basis. Forthcoming presidencies will be entrusted to Greece and Turkey.

The most significant initiatives undertaken by countries in the northern Mediterranean area to raise awareness, create new initiatives and disseminate information about desertification issues have been:

- Oeiras, April 1997 -Regional Reflection Group Meeting
- Athens, May 1998 - Meeting of National Committees of Annex IV
- Cerdeña, September 1998 - Indicators to assess desertification in the Mediterranean
- Porto Torres, September 1998 - International on indicators on desertification
- Rome, September 1999 - Experts Meeting on the preparation of the RAP of Annex IV
- Rome, February 2000 - Workshop "Social participation to combat desertification"

In addition to these initiatives in which all countries were involved, national events have been staged, and to mark the world day against desertification held on 17 June public events and meetings with the press and citizens were organised.

In particular the workshop held in Rome in February 2000 in view of the importance of social participation within the UNCCD, promoted and staged a meeting between focal points and national reporting members on the European methodology for participation, information and involvement; the "European Awareness Scenario Workshop - EASW" aimed to include effective participation actions in the respective NAPs and in the RAP.

4. REGIONAL ACTION PROGRAMME OF ANNEX IV

4.1 AIMS AND PURPOSES OF THE REGIONAL ACTION PROGRAMME (RAP)

The RAP aims to:

- promote the acceptance and the compliance of values and principles for the preservation of environment and soil, water and biotic resources and the awareness that desertification can, in many cases, be stopped and reversed by means of proper policies and interventions.
- harmonise national action programmes of Country members of the Annex IV and to improve their co-ordination in combating desertification, including under other relevant UN Conventions .
- set up a network that will help regional and local authorities affected by specific problems to establish international partnerships for prevention or mitigation projects eligible for funding by the European Commission.

Assessment of the future implementation of the RAP might also enrich the EC environmental and structural policies in the Mediterranean, as well as identify other appropriate public and private investments in the region to combat drought and desertification .

4.2 TERMS OF REFERENCE

Following on from preparatory work performed by the "group of reflection", in September 1999 the focal points of Annex IV countries drew up draft "Terms of reference" for the Northern Mediterranean regional action programme of the Annex IV group, pinpointing common elements and defining possible objectives. The workgroup also identified action priorities and a work methodology. This document was supplemented by recommendations and by the identification of steps required to complete the Terms of Reference and pass on to the drawing up of the RAP. A first control was undertaken by submitting the document to ministers and to respective national committees for their perusal to verify the coherence of proposed actions with national policies on desertification and to gather together any amendments and additions. A second step was the presentation of the draft "Terms of Reference" to the non-government organisations of northern Mediterranean countries. Discussions with NGOs were held in Malta on 29th and 30th April during the International Workshop "Beyond Globalization to Local Regeneration" and in Murcia, Spain, on 17th and 18th June 2000 during the Mediterranean conference "The participation of NGOs in the National Action Programmes to Combat Desertification and Drought - Soil use and sustainable development in the Mediterranean". Observations and comments were used to modify the initial document and finalize it.

The priorities included thus far in the Terms of Reference do not indicate in this phase the projects and actions selected to combat desertification. These are contained in the National Action Programmes. Priorities refer mainly to the creation of a working method that lays the foundations and provides the cognitive elements required to implement the UNCCD at a Regional level.

The priorities identified so far for the drawing up of the RAP relate to:

1. The areas most at risk of desertification;
2. Common indicators for assessing desertification processes;
3. Collection and analysis of technical and scientific data;
4. Exchange of data and information;
5. Involvement of civil society as a whole in the RAP decision-making process;
6. Traditional knowledge and practices for protecting the quality of the Mediterranean landscape.
7. Coordination and links with existing regional and sub-regional initiatives.

The actual preparation of the RAP, which will build on the aforementioned topics, is a considerable undertaking in terms of human and financial resources and the involvement of national institutions and the European Union.

In greater detail:

The topic "areas most at risk of desertification" assumes a common methodology for countries in the northern Mediterranean area to identify the areas most at risk of desertification and territorial degradation. One way of making this priority action operational in order to implement the UNCCD in northern Mediterranean countries could be to fully involve the DGs of the European Commission concerned with the problems of land degradation and desertification of the territory. An important example from the past was the "Habitat" directive issued by the European Commission to implement the UN convention for the protection of bio-diversity.

The Community directive is a standard and essential instrument for identifying objectives, methods and resources.

The topic "Common indicators for assessing desertification processes" meets the need to identify indicators, and methodologies for assessing the extent of ongoing phenomena and relative trends. Indicators are the result of a measurement and observation process to obtain information that is consistent, coherent and acceptable for different types of users.

A lot of work has already been performed within the framework of scientific projects or plans drawn up by national organisations and agencies on this issue. Actual pilot studies need to be conducted to identify and quantify, first on a small scale and then on national and regional scales, indicators to be used to assess the state of desertification and progress made following actions to combat desertification .

The topic "Collection and analysis of technical and scientific data" meets the need to intensify scientific activity and make available to the scientific community the results obtained from research and monitoring projects. The result dissemination phase will have to be included among the tasks of each scientific project. The availability of online computer networks now makes it possible to share data and information, but this policy must become a specific priority for those countries intending to jointly combat degradation and desertification.

"The Involvement of civil society as a whole in the RAP decision-making process" meets the need to involve sectors of society not only through information and consultation actions but also through effective participation. The involvement of NGOs, the productive sector and administrators is vital for raising awareness and performing at a local level practical measures necessary to combat desertification and mitigate the effects of drought.

The topic "Traditional knowledge and practices for protecting the quality of the Mediterranean landscape" requires the creation of new initiatives to protect and repossess the wealth of knowledge that for thousands of years has guaranteed the sustainability of the use of natural resources. Mediterranean countries possess an important common wealth of traditional and local knowledge that is in danger of disappearing, squeezed out by an idea of modernisation that fails to take into due account aspects pertaining to the sustainability of development. New initiatives to combat desertification may benefit enormously from the combination of traditional knowledge and modern technologies.

Coordination actions and links with existing initiatives at regional and sub-regional levels set out to coordinate activities carried out in conjunction with other thematic areas, such as the Barcelona convention, the convention on climatic changes, Agenda MED 21/MCSD, EEA/Initiatives, and to intensify cooperation and partnerships in the Mediterranean area between different UNCCD annexes.

The RAP is now being drawn up. Joint initiatives undertaken by countries in the northern Mediterranean area have thus far centred on the preparation of the Programme. The intense schedule of meetings has raised the overall degree of awareness of the problems to be faced, and a partnership is gradually being forged among northern Mediterranean countries. The joint strategy pursued so far has been that of opening up all possible channels of funding and of national and international actions in place but thus far little used for the purpose of combating desertification. Many EU programmes may already have significant applications for actions to

combat desertification. One of the aims of the RAP is that of raising the priority of these issues in the agendas of national States and the EU.

4.3 INTERREGIONAL ACTIVITIES

In identifying objectives and activities of the RAP it will be taken in mind the unique characteristics of the Mediterranean basin that is a bio-geographic area involving countries belonging to three different annexes of UNCCD. Therefore the RAP is open to possible co-ordination with the Regional or Sub-regional Action Programmes promoted by member countries of other Annexes.

The relations with Southern and Eastern Mediterranean countries had been governed until five years ago by bilateral agreements. These agreements are now being progressively replaced by Association Agreements within the framework of the Euro-Mediterranean Partnership (EMP), which was agreed upon in July 1995. The MEDA Fund is the main financial instrument of this Partnership. The Association Agreements have components on environmental protection enabling the funding of programmes that are aimed particularly at the establishment of administrative capacity in the conservation or restoration of important habitats hosting endangered flora and fauna as well as pilot actions to promote sustainable development.

The SMAP, within the Euro-Mediterranean Partnership (EMP) offers opportunities for joint action in the Mediterranean. In fact, SMAP is the environmental component of the EMP. The SMAP is a major tool for our contribution to combating the desertification in the Mediterranean region.

The SMAP is a framework programme for the Mediterranean environment, providing orientation for policy and funding, aiming at ensuring synergies with other existing programmes and instruments. This Programme was adopted by the Helsinki Ministerial Conference (Nov. 1997) of the European Union and it encompasses - among its 5 priority fields - measures to combat desertification. The major - yet, not unique - Community financial instrument for the implementation of SMAP is the MEDA Programme.

The implementation is ensured through pilot or demonstration projects and programmes, at national or regional levels, and it relies on the initiative of the 27 Euro-Med Partners. Supportive measures - such as capacity building, training, networks, EIA, etc. - have been foreseen to assist the 12 non-EC Partners and to create a clear link with the long-term.

The SMAP recognises the fact that desertification is a major problem in the Mediterranean needing appropriate and combined measures. Other priorities, relevant in several cases to the operational projects aiming at combating desertification within SMAP are integrated water management, integrated coastal zone management and protection of vulnerable biodiversity.

The main interregional initiatives promoted by Annex IV countries have thus far been undertaken to improve relations with countries on the southern shores of the Mediterranean. For political, social, economic and environmental reasons these countries are the first interlocutors contacted by the Annex IV group. The initiatives undertaken so far have been:

- Crete, October 1996 - International Conference, Mediterranean Desertification Research results and policy implications.

- Murcia, May 1997 - Workshop about the Annex IV of Regional Implementation for the northern Mediterranean.
- Matera, July 1997 - First Forum on European policies to combat desertification
- Marrakech, October 1998 Desertification Information System for planning needs in the Mediterranean Region.
- Matera, October 1998 - Second International Forum on European policies to combat desertification.
- Rome, February 2000 - Workshop "Desertification, Climate Change, Biodiversity and Forest: Synergies for an inter- regional agenda between northern and Southern Mediterranean countries."(see conclusions of the workshop in Attachment 3)
- Murcia, June 2000 - Conference " The Participation of Mediterranean NGOs in national programmes to combat desertification and drought" (see conclusions in Attachment 4)

The Crete Conference, attended by representatives of 20 countries, showed the results of studies and research conducted through research and development programmes promoted by the European Commission. The Proceedings have been published in 1999 (see bibliography).

The Murcia workshop in 1997, with the participation of delegations of annex VI countries and of numerous delegations from countries in Africa, Latin America and the Caribbean.

The Matera forums in 1997 and 1998 dealt with the subject of using traditional technologies to combat desertification and were an opportunity for North African and annex IV countries to share experiences (see bibliography for proceedings references).

The Marrakech workshop for the creation of an information system entailing the participation in the "Desertification Information System for planning needs in the Mediterranean Region" of Annex IV countries, countries in the Arab Maghreb Union and Egypt. The initiative was approved and funded by the General Directorate for Development Cooperation of the Italian Foreign Affairs Ministry and received the support of the European Environment Agency.

The Murcia Conference organized by MED Forum, the Mediterranean NGO Network for Ecology and sustainable Development (102 NGOs from 23 Mediterranean countries), had 201 participants representing Mediterranean NGOs, experts, academics, farmers, stock-keepers, local, regional and national authorities and international organisations and recommended in its conclusions "to make progress in the implementation of an Inter-Regional Mediterranean Action Programme, drawn up and applied in collaboration with other regions or subregions' programmes, on the basis of a spirit of international solidarity and association, with a view to improving co-operation and co-ordination at sub-regional, regional and international level, to channel financial, human, organisational and technical resources where they are most needed, by means of a "Mediterranean regional initiative to combat desertification".

5. RESEARCH AND DEVELOPMENT

Assessments of the intensity and extent of desertification conducted by FAO/UNEP/UNESCO at a global level show that in areas of the northern Mediterranean climatically at risk there are signs of land degradation covering 99.4 million ha, corresponding to 32% of the entire surface area exposed to the risk of desertification.

This large-scale appraisal shows that the northern Mediterranean area has a higher percentage of degraded territory compared with other continents (although surface areas affected in Asia, Africa and America are larger in absolute terms). As the study did not specify to what extent the degradation revealed was due to natural causes, the action of man or their combined effect, the European scientific community has undertaken numerous studies on desertification.

Within its research and development Programme, the European Commission has promoted and funded studies and researches on the subject of desertification in the Mediterranean area (project MEDALUS, ARIDUSEUROMED). These completed researches have produced a large amount of results and information, presented in a major conference held in Crete in Greece and in numerous scientific publications (Mairota 1997, Thornes 1997).

Europe's scientific community has focused its attention on the study of desertification processes and on the drawing up of evaluation methodologies in terms of hydrographical basin .

At a national level, a useful reference in terms of methodology is the appraisal carried out for Portugal .

SOIL

A number of research institutes have studied soil trends and conducted research and development projects at a national level, producing studies and specialist maps on various scales. Topics of interest to countries in the northern Mediterranean area have been tackled within the framework of the European Commission, the European Environment Agency and the European Soil Bureau (ESB) of the Ispra JRC. The ESB in particular has carried out evaluations on the extent of soil erosion and on the content of organic substance, enabling initial comparisons to be made among European countries.

The studies and appraisals effected so far are preliminary in nature, but they have shown that there is a shortage of data on soil features, especially soil depth, stone volume and surface texture, as well as the content of organic substance.

The study showed that the Mediterranean region was particularly exposed to erosion, and that in some areas the phenomenon had become irreversible, with soil having disappeared completely.

To correct the lack of reliable data on soil carbon in Southern Europe, the European Soil Bureau has been developing, in collaboration with the Member States, a soil profile analytical database containing data that can be related to the European Soil Geographical Database at 1,000,000 scale.

WATER RESOURCES

The study 'Towards a Sustainable/Strategic Management of Water Resources: Evaluation of Present Policies and Orientations for the Future' (to be published), was jointly carried out by the European Commission's General Directorate XVI (Regional policy and Cohesion) and the Institute For Prospective Technological Studies (IPTS) of the EC's Joint Research Centre.

The project focused upon essential aspects of sustainable water management, considering water as an economic good, both in its own right and as a required input for many regional development activities.

The project included an initial diagnosis phase in which the relevant data on water supply, demand and institutional and financial management were assembled for seven Mediterranean countries - Portugal, Spain, France, Italy, Greece, Cyprus and Malta. The data concerned the present (reference year: 1990) and extrapolated future trends, up to the year 2015. On the basis of these data, different parameters linked to the management of water quantity and quality, the demand for water in each of its uses, were assessed, with the goal of identifying possible strategies for reducing overall consumption through either increased efficiency or adaptation of activities to the hydrological and stochastic constraints.

CLIMATE, DROUGHT AND ARIDITY

The typically Mediterranean climatic conditions are characterised by extended periods of dry spells and wet periods with a regime of irregular precipitation, with flash flood, associated with low probabilities of occurrence.

In Mediterranean countries the drought phenomenon can no longer be viewed as an exceptional event but rather a natural phenomenon tied up with the climate and the management of water resources. Agrometeorological services and numerous research centres in northern Mediterranean countries produce studies and national and regional reports on the drought phenomenon, but aridity and drought appraisals have not yet been produced at a regional level.

Drought can have an impact on many sectors of economy and of environment. In Italy, the 1989-1991 drought reduced the flow of some rivers. If the drought were to continue, the ecological quality of the rivers could be greatly influenced. Also, the extraordinary low level of precipitation in the 90s' in Spain had consequences on the decrease of run-off, of more than 60 % in the Tajo, Guadiana, Guadaquivir, Southeast river basins and Canary islands, and a significant reduction in the storage average regulation capacity of reservoirs. This extreme situation had also an adverse effect on aquatic ecosystems and landscape in a lot of regions, i.e. dry rivers, deterioration of rivers quality, impact on ecosystems, turning into not only a water shortage problem, but into a large environmental problem.

The above-mentioned study "Towards a Sustainable/Strategic Management of Water Resources: Evaluation of Present Policies and Orientations for the Future" deals with the topic of drought and stresses the need to raise the level of awareness of the availability of water resources and to create information-producing databases.

TRADITIONAL KNOWLEDGE

The creation of a network is proposed, whose purpose is to gather, evaluate and disseminate information about traditional knowledge and practices for safeguarding the quality of the Regional landscape.

The existing Center for Studies of Traditional Knowledge, located in Matera, Italy, has been operating in this field for the UNCCD Secretariat, with international organisations such as UNEP, FAO, UNESCO, etc., and is connected with the most important world centers for traditional knowledge studies. A prototype of an archive has been prepared with the purpose of classifying and evaluating traditional knowledge.

The archive contains graphic and photographic documentation, socio-economical evaluation and environmental context parameters, application criteria, and proposals of suitable

modern techniques with the description of the advantages and disadvantages that can be individuated, the limits in applying and spreading the traditional practices, and the possible innovative proposals.

6. FUTURE DEVELOPMENTS OF ANNEX IV

The present group of countries of Annex IV doesn't include all countries of the Northern Mediterranean Region, France and the Principality of Monaco are currently participating as observers, giving an important contributions in terms of skills and experience in efforts to combat desertification. Albania, Cyprus, Malta and San Marino already ratified the Convention but other affected countries of the Northern Mediterranean region are no party yet. Efforts to combat desertification in all Northern Mediterranean Region will become more effective if all concerned parties cooperate together.

Undertakings on indicators

The topic of indicators has been a constant concern of the group of Annex IV countries in order to establish a common frame of reference both nationally and regionally that complies with some basic requirements. Desertification indicators:

- a) must be based on sound scientific truths;
- b) must represent a fundamental aspect of the issue under review;
- c) must be limited in number and be representative of the system;
- d) must conform to a minimum set of standardised indicators in relation to actions performed locally
- e) must be chosen bearing in mind the criterion of data gathering and processing costs;
- f) must be easy to measure and to express numerically.

Coordination of projects

The process to prepare the RAP is under way. Annex partners will have to work intensely to implement the guidelines that have been established and to pass on to the execution of coordinated pilot and demonstrative actions.

In the framework of EU program Interreg III, the project "Transboundary network of multifunctional Laboratories" actually involves administrative regions of Italy, France and Spain. The regions agreed to cooperate to establish a network to exchange data, information and experiences about monitoring, management and assessment of the environment including desertification processes in the northern Mediterranean.

Information sharing

Information systems and clearing houses represent a basic stepping stone for the definition of common strategies and technical and scientific co-operation. The building up of a Clearing House is conceived to create informatics facilities for the storage and open exchange of information for mutual benefit.

Synergies with other conventions and with other Annexes

The workshop "Desertification, Climate Change, Biodiversity and Forest: Synergies for an inter-regional agenda between northern and southern Mediterranean countries" held in Rome, Italy,

on February 2000, marked the start of discussions and exchanges between representatives of countries in the Mediterranean area responsible for Global Conventions. These countries are committed to improve collaboration ties and to undertaking new initiatives valorising elements common to global conventions. Annex IV is open to cooperation with other neighbouring annexes. Synergies with other annexes could be further implemented within the frame of an Inter-Regional Mediterranean Action Programme.

As proposed by MED-forum during the ministerial Meeting in Murcia this programme should be "drawn up and applied in collaboration with other regions or sub-regions' programmes, on the basis of a spirit of international solidarity and association, with a view to improving co-operation and co-ordination at sub-regional, regional and international level, to channel financial, human, organisational and technical resources where they are most needed, by means of a "Mediterranean regional initiative to combat desertification".

Bibliography

P Balabanis, D Peter, A. Ghazi, M. Tsogas Editors, 1999: Mediterranean Desertification Research results and policy implications. Proceedings of the International Conference, 29 October to 1 November 1996, Crete, Greece, Volume 1 and 2. EUR 19303

P Laureano Editor, 1999, Italian Actions in support of the United Nation Convention To Combat Desertification, Vol 1 and 2

Van Der Knijff J.M., Jones R.J.A., Montanarella L., 2000, Soil erosion risk assessment in Europe, European Soil Bureau

Yassoglou, N., Montanarella, L., Govers, G., Van Lynden, G., Jones, R.J.A., Zdruli, P., Kirkby, M., Giordano, A., Le Bissonnais, Y., Daroussin, J. & King, D. 1998. Soil Erosion in Europe. European Soil Bureau.

N. Middleton, D. Thomas Editors, World Atlas of Desertification, second edition, UNEP, London, 1997, ARNOLD

Atlas of Mediterranean Environments in Europe, the desertification context, 1996, Wiley

Attachment 1 - List of Members of the Coordination Committee of the Northern Mediterranean Annex

Greece

H.E. Mr. Andreas Cambitsis
Minister Counsellor for Environment
Ministry of Foreign Affairs
Akadimias 1
106-71 Athens, Greece

Italy

H.E. Mr. Valerio Calzolaio
Under-secretary of State for Environment
Ministry of Environment
Via Colombo 44
00147 Rome, Italy
Tel: (39-06) 5722.5607 / 8 / 9
Fax: (39-06) 5722.5611
E-mail: segreteriadescertificazione@katamail.com

Portugal

H.E.Mr Victor Barros
Undersecretary Ministry of Agriculture, Rural Development and Fisheries
Praça do Comércio
1300 Lisbon, Portugal
Tel : (351 21) 342 1076
Fax: (351-21) 342 0371

Spain

H.E. Mr. D. Jaime Matas Palou
Minister of Environment
Gran Via de San Francisco, 4
28071 Madrid, España

Turkey

H.E. Mr. Fevzi Aytekin
Minister of Environment
Ministry of Environment
Eskisehir Yolu 8 Km 06100
Ankara, Turkey
Tel: (90-312) 285 66 36/37
Fax: (90-312) 285 27 42

Attachment 2 - List of focal points of Northern Mediterranean Annex

Greece

Mr. N. Yassoglou

Greek National Committee on Combatting Desertification (GNCCD)

20 Vrisilion

15125 Old Penteli, Greece

Tel: (301) 804 17 93

Fax: (301) 804 17 93

E-mail: nyassog@hol.gr

Italy

Mr. Micieli De Biase

DGCS

Ministry of Foreign Affairs

P. le Farnesina 1

00194 Rome, Italy

Tel: (39-06) 3691 3361

Fax: (39-06) 320 81 07

E-mail: micielid@esteri.it

Portugal

Mr. Victor Louro

Ministry of Agriculture, Rural Development and Fisheries

Av. João Crisóstomo 26-28

1050 Lisbon, Portugal

Tel: (351-1) 312.49.58

Fax: (351-1) 312.49.89/87

E-mail: victor.louro@dgf.min-agricultura.pt

Spain

Prof. Teresa Mendizábal

Vocal Asesor de Presidencia

Consejo Superior de Investigaciones Cientificas (CSIC)

Calle Serrano, 117

28006 Madrid, España

Tel: (34-91) 585.52.99

Fax: (34-91) 411.30.77

E-mail: araba@orgc.csic.es

Turkey

Ms Serap Kuleli

General Director

Ministry of Environment

Eskisehir Yolu 8 Km.

06530 Ankara, Turkey

Tel: (90-312) 285.49.94 /28 5 41 98

Fax: (90-312) 286.22.71

E-mail skuleli@hotmail.com

Attachment 3

WORKSHOP DESERTIFICATION, CLIMATE CHANGE, BIODIVERSITY AND FOREST: SYNERGIES FOR AN INTER-REGIONAL AGENDA BETWEEN NORTHERN AND SOUTHERN MEDITERRANEAN COUNTRIES

ROMA, 18TH FEBRUARY 2000
CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

On the kind invitation of the Italian Government as President of the UNCCD Annex IV, UNCCD focal points and other representatives from Northern and Southern Mediterranean Countries met in Rome at the premises of FAO on 18th February 2000, together with representatives of International Organisations and NGOs, to discuss possible ways to ensure synergies among the Conventions on Desertification, Biodiversity and Climate Change and the Forest Principles.

Participants exchanged their experiences and views on the issue and stressed the need to continue contacts among countries of Annex IV and the Mediterranean countries of Annex I of the CCD.

Participants expressed their willingness to explore appropriate ways and means to integrate the objectives of the other Conventions when implementing the CCD. They re-affirmed the need to mainstream their national strategies towards sustainable development.

The main points raised were as follows:

1. Improvement of exchange of information on the topics relevant to the Rio Conventions and Forest Principles among countries and within their administrations;
2. Linking scientific knowledge with policy making, in view of increasing efficiency;
3. Identification of appropriate ways to promote on the ground the implementation of the CCD in synergy with other Conventions;
4. Identification and transfer of appropriate, cost effective, clean techniques and practices;
5. Making the best possible use of the existing financial resources to achieve synergies, and - at a later stage - assessment of the funding procedures;
6. Promotion of a participatory approach and involvement of all stakeholders, including civil society organisations;
7. Considering debt swap for environment improvement.

On the basis of the above, the following recommendations were made:

1. National Action Programmes (NAP's) to combat desertification and Subregional Action Programmes (SRAP) should provide for synergies with other relevant Conventions;
2. Integrated pilot projects should be promoted, based on participatory approach, to contribute to implementation, increase visibility and help in identifying eventual gaps;
3. Such projects and programmes should take into account socio-economic aspects and be based on further scientific analysis;
4. Networking of existing information mechanisms should be encouraged to allow for exchange of relevant, comparable, and reliable data, in view of implementing the CCD at Mediterranean level in synergy with other Conventions;
5. Synergies should be extended towards other existing Mediterranean fora (MAP, MCSD, EURO-MED Partnership), and main donors (World Bank, EIB, etc) to ensure achievement of objectives in a sustainable way.

Participants expressed their willingness to continue collaboration and exchange of experiences on these topics at Mediterranean level.

Attachment 4

Mediterranean Conference

THE PARTICIPATION OF MEDITERRANEAN NGOs IN NATIONAL PROGRAMMES TO COMBAT DESERTIFICATION AND DROUGHT: Land use and sustainable development in the Mediterranean

Murcia, 16 - 18 June 2000

CONCLUSIONS, PROPOSALS AND RECOMMENDATIONS OF NGOs ON THE PARTICIPATION OF CIVIL SOCIETY IN COMBATING DESERTIFICATION AND DROUGHT IN THE MEDITERRANEAN

On the basis of the questionnaires filled in by NGOs, the debates held in the context of working groups during the Mediterranean Conference and speakers' contributions, the following Conclusions, Proposals and Recommendations of NGOs on the participation of civil society in combating desertification and drought in the Mediterranean were adopted:

Conclusions

- The conference attendants denounced the lack of NGO participation in drawing up, implementing and evaluating the National Action Programmes to combat desertification and the effects of drought in the majority of Mediterranean states, and in the drawing up of the annual National Reports sent to the Conference of the Parties.
- Of Annexe IV of the northern Mediterranean, only Italy and Portugal have made headway on the process of drawing up their National Action Programme to combat desertification (NAP), whereas Spain, Greece and Turkey have only drawn up the "Guidelines" which will serve as a basis for their respective programmes. The remainder of southern and eastern Mediterranean countries do not have a NAP.
- The work of NGOs to combat desertification is carried out on two levels: on-the-spot work in the form of small-scale projects with the base communities affected and a task of networking or coalition with other NGOs to reinforce lobbying work with various government agencies and international organisations.
- Most of the participating NGOs consider that the degree of representative ness of the base communities and citizens is only average. This does however allow them to successfully carry out the task of providing an interface between the base communities and the authorities or international organisations.
- Appreciation was expressed of the work carried out by MED Forum on outlining policies, lines of action and good practices projects to combat desertification, in the form of the Mediterranean Environment Forum, the MED Forum Agenda 2000 and the Negev Desert Declaration. It was also proposed that the positive experiences of other NGOs and Mediterranean networks be employed.
- The NGOs called for clearly specified financing for their projects to combat erosion and desertification and promote rural development, and stressed the need for partnerships with local authorities.

- It is necessary to inform, sensitise and educate people about good practices for combating desertification and the effects of drought, and provide training to establish links between the solutions put forward from different fields (political, technical and economic).
- The NGOs stated that a solid scientific base is needed in order to draw up proposals for action, and that close collaboration should be established with the universities and scientific and technical research centres.
- The participants stated that the fight against desertification cannot be separated from the rational management of natural resources and that territorial planning should be based on criteria of sustainability.
- Policies to combat desertification and the effects of drought require the acceptance of the community and, in many cases, immediate interests go against a rational use of the territory. In this sense, the protection of natural spaces has shown itself to be clearly compatible with and even beneficial to the maintenance of sustainable land use.
- An important challenge is to find a way for the community to contribute to financing the costs of managing rural spaces. To date, sustainable agriculture has met the costs, though rural spaces generate indirect benefits for society as a whole.
- There is a duality between intensive farming which depletes natural resources and a traditional form of agriculture which allows for their conservation, but which calls for urgent measures if the present serious crisis is to be overcome. The incorporation of new sustainable technologies and the multipurpose use of agricultural spaces is presented as one possible solution to the problem. The introduction of genetically modified organisms (GMOs) and intensive farming as an alternative is rejected.
- Our recognition of the important role of farming in the conservation of natural and cultural diversity means that we have to dignify traditional practices and knowledge and promote dialogue between all the agents involved.
- The scientific community expresses its concern at the lack of practical application of scientific advances and their incorporation into policies and action programmes. It expresses the need to establish prevention mechanisms (like early warning systems) to control and mitigate the processes of desertification.
- There is a need for dialogue between the different sectors affected, and consensus when it comes to deciding on policies and action programmes.
- Land conservation has to be seen as an integral part of territorial management and include participation and the control of decisions by social groups in the themes of territorial planning and management.
- A development model has to be promoted to allow integrated, sustainable management of resources, including land and water, and prevent speculation being imposed in the management and organisation of the territory. It is therefore necessary to support local government agencies against the pressure of speculation, and to control and denounce corrupt practices.

- The proposal of a participatory process to draw up Agendas 21 at all levels to define models of territorial management and organisation, conservation and integrated management of land, integrated sustainable management of coastal zones and to establish participatory forms of combating desertification.

The Conference also considered MED Forum's Proposals and recommendations of NGOs on the participation of civil society in combating desertification and drought in the Mediterranean, and gave its support to these initiatives, which can be summarised as follows:

Recommendations

To the Conference of the Convention, its Annexes and the contracting party States:

1. to make progress in the implementation of an Inter-Regional Mediterranean Action Programme, drawn up and applied in collaboration with other regions or subregions' programmes, on the basis of a spirit of international solidarity and association, with a view to improving co-operation and co-ordination at sub-regional, regional and international level, to channel financial, human, organisational and technical resources where they are most needed, by means of a "Mediterranean regional initiative to combat desertification";
2. to establish a suitable forum for exchange, participation and co-ordination to promote the "Mediterranean regional initiative to combat desertification", which will allow progress towards the creation of an Inter-Regional Mediterranean Action Programme. Other existing forums could be employed for this purpose, such as the Mediterranean Commission of Sustainable Development (MCSD);
3. for NGOs actively involved in combating desertification and particularly their networks, such as MED Forum, to take an active part in drawing up, implementing and evaluating the Regional Action Programme of the northern Mediterranean in organisations of co-ordination which already exist and/or are constituted to this effect. This same measure will be applied to the Sub-regional Action Programmes being drawn up for other areas in the southern and eastern Mediterranean;
4. representatives of national NGOs and other sectors must take an active part in drawing up, implementing and evaluating the National Action Programmes and drawing up National Reports to combat desertification and the effects of drought by forming part of National Committees to combat desertification and the effects of drought.

Proposals

To members of MED Forum and other Mediterranean NGOs:

1. the realisation by MED Forum NGOs of a campaign of communication, sensitisation and environmental education in the Mediterranean basin, specifically on desertification and the effects of drought, directed at the main economic and social agents involved;
2. the realisation of a programme of capacity-building and training in the administration of natural resources directed at the main economic and social agents involved, decision-makers and government specialists. By:

- a. organising conferences, seminars, etc. for the exchange of experiences and good practices and publication of the most significant experiences;
 - b. producing sectorial guides to environmental management and intervention directed at preventing, controlling and mitigating the causes and effects of desertification and drought.
3. the drawing up of a Mediterranean Charter for the sustainable management of the territory to combat desertification and the effects of drought, leading to the creation of a network made up of the signatory bodies and organisations which undertake to apply its contents: NGOs, farmers, stock-keepers, companies, consumer associations, universities, research centres, local government agencies, regional governments, etc.;
 1. the celebration of "Mediterranean Day to combat desertification and the effects of drought" every 17 June, on the basis of the "Murcia Manifesto" read in the context of the badlands of Los Barrancos de Gebar (Murcia/Spain) in different Mediterranean languages by representatives of MED Forum NGOs, States and the Secretariat of the Convention;
 2. the carrying out of Mediterranean-scale projects to combat desertification and the effects of drought in order to encourage and co-ordinate the initiatives of the different countries, promote co-operation and co-development and bring a joint front to the specific problems which exist throughout the basin.

Proposals for regional projects to be carried out by MED Forum NGOs and other bodies:

- regional project on "Participatory water management in Mediterranean arid regions", to be carried out in Morocco, Algeria, Tunisia, Israel and Palestine;
- regional project "For sustainable tourism in the Mediterranean", to encourage sustainable land management, reduce the overexploitation of resources and promote agro-tourism or tourism in rural areas to prevent the land being abandoned;
- regional project on the "Conservation of terraces in the Mediterranean region" as a traditional method of combating erosion, conserving fertile land and preserving the landscape;
- regional project on "Maintenance of sustainable land uses and protection of biodiversity in semiarid zones";
- regional project on "Fair trade and combating desertification in the Mediterranean";
- regional project on a "Mediterranean school of sustainable agriculture", based at a training centre in Morocco.

Murcia, 18 June 2000
